

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LA

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

SES RAPPORTS

AVEC LE SYSTÈME

DES SENTENCES INDÉTERMINÉES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Samedi 17 Juin 1899

PAR

Charles DAGLIN



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

—
1899

LA
LIBÉRATION CONDITIONNELLE

SES RAPPORTS

AVEC LE SYSTÈME

DES SENTENCES INDÉTERMINÉES

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LA

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

SES RAPPORTS

AVEC LE SYSTÈME

DES SENTENCES INDÉTERMINÉES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Samedi 17 Juin 1899

PAR

Charles DACLIN



LYON

A. REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

—
1899

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

MM. CAILLEMER, O ✱, I. ☞, C. ✚, doyen, professeur de Droit civil,
correspondant de l'Institut.
MABIRE, ✱, I. ☞, C. ✚, professeur honoraire.
THALLER, I. ☞, professeur honoraire.
GARRAUD, I. ☞, professeur de Droit criminel.
APPLETON (Ch.), I. ☞, professeur de Droit romain.
FLURER, I. ☞, professeur de Droit civil.
ROUGIER, I. ☞, professeur d'Economie politique.
AUDIBERT, I. ☞, professeur de Droit romain.
COHENDY, ✱, I. ☞, professeur de Droit commercial.
PIC, A. ☞, professeur de Droit international public.
MARTIN, I. ☞, professeur de Droit civil.
SOUCHON, A. ☞, prof. d'Histoire des Doctrines économiques.
APPLETON (J.), professeur de Droit administratif.
LAMBERT, agrégé, chargé du cours d'Histoire du Droit.
BOUVIER, agrégé, — — de Science et de Législation
financières.
LAMEIRE, agrégé, — — d'Histoire du Droit public.
JOSSERAND, agrégé, — — de Procédure civile.
GUERNIER, — — d'Histoire des Doctrines éco-
nomiques.
BECQ (J.), A. ☞, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. GARRAUD, professeur. . . . *Président.*
APPLETON, JEAN, professeur }
JOSSERAND, agrégé. . . . } *Assesseurs.*

INTRODUCTION

On a écrit à plusieurs reprises l'exposé analytique et critique de la loi du 14 août 1885, sur les moyens de prévenir la récidive, ou de la partie de cette loi établissant la libération conditionnelle. Notre dessein n'est pas d'en faire un nouvel exposé, en employant ceux qui existent déjà ; cela serait superflu, donc inutile.

Nous voulons, faisant connaître d'abord l'institution de la libération conditionnelle par une rapide énumération et explication des textes de la loi qui la concerne, montrer comment cette loi n'est que le dernier terme d'une évolution dont les phases principales sont nettement marquées dans l'histoire pénale de la France et dans celle des autres nations européennes.

L'histoire de la libération conditionnelle fournit des éclaircissements précieux sur l'institution elle-même et elle facilite singulièrement la discussion philosophique et juridique à laquelle on peut se livrer sur son compte.

Enfin cette discussion, préalablement éclairée de la sorte, permettra de mieux comprendre le système des sentences indéterminées, système exotique d'importation récente par lequel on pense remplacer notre système pénal actuel.

La même méthode nous guidera pour l'exposé de la doctrine

des sentences indéterminées. Sa définition, son développement historique dans la théorie et dans les faits, les discussions philosophiques et juridiques auxquelles elle donne lieu, tel est l'ordre logique que nous suivrons.

Le parallélisme est le meilleur moyen d'opposer constamment face à face les deux institutions et de mesurer leur valeur réciproque.

Nous n'aurons donc pas à fournir une conclusion personnelle. Cette conclusion sortira forcément de l'étude même que nous aurons faite du système des sentences préfixes complété par la libération conditionnelle et du système des sentences indéterminées. Et l'on sera convaincu peut-être qu'il serait téméraire de substituer à des institutions universellement éprouvées les créations bizarres d'esprits trop hardiment novateurs.

BIBLIOGRAPHIE

Garraud, *Traité théorique et pratique du Droit pénal français*.

Tarde, *Philosophie pénale*.

Bonneville de Marsangy, *Des diverses institutions complémentaires du système pénitentiaire*.

— *De l'amélioration de la loi criminelle*.

Louis André, *la Récidive*.

C. Wines, *L'état actuel de la réforme pénitentiaire dans les pays civilisés*, Stockholm, 1878.

Frédéric Skarbeck, *Idées générales sur la législation pénale dans ses rapports avec le système pénitentiaire*, Bruxelles, 1848.

D'Haussonville, *Les établissements pénitentiaires en France et aux colonies*.

Édouard Blache, *Libération conditionnelle* (discours), Besançon, 1888.

Paul Reboud, *Libération conditionnelle et patronage*.

Cave, *Bulletin de la Société générale des prisons*, page 67, 1879.

Soret de Boisbrunet, *Bulletin de la Société générale des prisons*, page 877, 1880.

Vincent, *Id.*, page 815, 1880.

Bulletin de la Société générale des prisons, Compte rendu de l'enquête sur la libération conditionnelle, page 674, 1885 ; Discussion, pages 326-469, 1884.

Sénat, 22 mars 1884, Discours de Bérenger et Herbet.

Eugène Gilbert, *Libération et patronage*, Bruxelles, in-8, 1891.

Documents parlementaires et discussions relatifs à la loi établissant la libération conditionnelle (loi du 31 mai 1888), Bruxelles, gr. in-8, 1889.

Argenti, *La liberta provvisoria dei condannati in Italia*.

Hollzendorff, *Die Kurzungsfähigkeit der Freiheitsstrafe*.

Vanier, Pour ou contre les peines indéterminées (*Bulletin de la Société générale des prisons*, page 737, 1893).

- Tarde, *Considérations sur l'indétermination des peines* (*Id.*, page 750, 1893).
- Rapport de M. Van Hamel au Congrès de Rome (*Id.*, page 405, 1887).
- Rapport de M. Yvon sur Elmira (*Id.*, 1895).
- Discussion sur la sentence indéterminée (*Id.*, page 1224, 1891).
- D^r Guillaume, *Comptes rendus des séances du Congrès de Stockholm*, 1879.
- Bulletin de l'Union internationale de Droit pénal*, passim, 1889, 1893, 1894, 1895.
- Alfred Gautier, Pour ou contre les peines indéterminées (*Revue pénale suisse*, VI, 1893).
- Baillièrè, Le système pénitentiaire d'Elmira (*Bulletin de la Société générale des prisons*, page 123, 1894).
- Ad. Prins, *Causeries sur les doctrines nouvelles du droit pénal*, Bruxelles, 1896.
- F. Lévy, *Des sentences indéterminées*.
- Von Liszt, *Der Zweckgedanke im Strafrecht*.
- Sternau, *Die Abschaffung des Strafmasses*.
- Winter, *Die New-Yorker staatliche-Besserungsanstalt zu Elmira*, Berlin, 1890.
-

LA

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

SES RAPPORTS
AVEC LE SYSTÈME
DES SENTENCES INDÉTERMINÉES

PREMIÈRE PARTIE

DÉFINITION

Voici la définition la plus fréquemment donnée de la libération conditionnelle.

Par libération conditionnelle ou préparatoire, on entend l'acte par lequel l'administration accorde au condamné, qui a mérité cette récompense par son application au travail et sa bonne conduite, sa liberté anticipée à la charge par lui de continuer à se conduire honnêtement et sous la condition qu'il sera réintégré pour achever de subir sa peine s'il donne de nouveaux sujets de plainte avant l'expiration du temps d'emprisonnement fixé dans sa condamnation.

Sur cette définition, tout le monde s'accorde. Et il n'est pas superflu de le faire remarquer, car elles sont nombreuses les institutions assez peu définies pour qu'on ne connaisse exactement ni leur nature, ni leur portée, et pour que sur l'une et sur l'autre puissent s'élever d'incessantes controverses.

Le cas de la libération conditionnelle est tout différent. Cette

institution se présente avec des caractères précis; elle est, si l'on peut s'exprimer ainsi, une institution inextensible. Et, remarquons-le, cette précision juridique de la libération conditionnelle n'est point incompatible avec le rôle humanitaire qui lui est assigné dans notre système pénal. On l'a dit, la libération conditionnelle est « une prime offerte au détenu repentant et amendé », mais la loi détermine nettement cette prime, déclare les conditions dans lesquelles elle pourra être obtenue, les limites au delà desquelles il ne sera pas permis de l'étendre. Sans aucun doute, la libération conditionnelle a le même rôle que la grâce. L'une et l'autre interviennent pour modérer les condamnations prononcées, récompenser les premiers efforts d'amendement accomplis par le coupable et l'exciter à continuer ces efforts de façon à ce qu'il aboutisse à la régénération complète et au reclassement.

Pourquoi donc l'existence de ces deux modes de délivrance anticipée des délinquants? La libération conditionnelle n'est-elle pas une superfétation juridique?

Non, certes, car la libération conditionnelle se présente d'abord comme un moyen terme entre la grâce absolue et l'exécution intégrale de la peine.

Elle a donc un rôle propre et des caractères propres conformes à la définition que nous avons donnée.

La libération conditionnelle et la grâce ne font pas double emploi. Leur origine, leur nature, leurs conséquences, leur but même sont différents.

Le droit de grâce est un attribut du chef de l'État. Il tire son origine de l'imperfection des lois humaines et des jugements humains. C'est un remède extra-légal pour réparer les erreurs juridiquement irréparables et atténuer les rigueurs de la justice. La grâce modifie la peine, la fait cesser, arrête son exécution. Elle est définitive, irrévocable, même si, dans la suite, le condamné se montre indigne, car elle est accordée sans condi-

tion. Tels étant les caractères de la grâce, il est évident qu'elle ne saurait se généraliser sans de graves inconvénients. Son application est nécessairement restreinte.

La libération conditionnelle est une mesure purement administrative. Elle est établie pour un but de moralisation ; elle est accessible à tous les détenus. Elle n'entraîne aucune modification au jugement de condamnation ; elle ne change pas en droit la durée de la peine. Elle n'offre pas d'incertitude en ce qui concerne l'époque à laquelle elle peut être obtenue ; cette époque est au contraire fixée légalement. En outre, par la libération conditionnelle, la justice ne perd pas ses droits sur le condamné qui demeure au contraire surveillé et peut, en cas de conduite répréhensible, être emprisonné de nouveau.

Tels étant les caractères de la libération conditionnelle, il n'y a rien qui puisse restreindre ses applications.

Il importait d'abord d'écarter toute confusion superficielle possible entre la libération conditionnelle et l'institution qui lui ressemble le plus : la grâce.

Mais si la libération conditionnelle est une institution précise et bien distincte de toutes les institutions pénales qui offrent des analogies avec elle, il n'en est pas moins vrai qu'elle suscite de nombreuses discussions philosophiques et juridiques.

Pour comprendre la valeur de ces discussions, en mesurer la portée, il est essentiel d'analyser la libération conditionnelle. Cette analyse doit se faire par l'examen de la loi du 14 août 1885 qui établit en France cette institution en laquelle on persiste justement à voir le complément nécessaire et naturel de notre système pénitentiaire tout entier.

DEUXIÈME PARTIE

EXPOSÉ DE LA LOI DU 14 AOUT 1885

CHAPITRE PREMIER

TEXTE DE LA LOI DU 14 AOUT 1885

LOI sur les moyens de prévenir la récidive. Libération conditionnelle, patronage, réhabilitation.

Cette loi comprend trois titres : 1^o la libération conditionnelle ; 2^o le patronage ; 3^o la réhabilitation. Dans cette étude, nous ne nous occuperons que des deux premiers.

TITRE PREMIER

Régime disciplinaire des établissements pénitentiaires et libération conditionnelle.

ARTICLE PREMIER. — Un régime disciplinaire, basé sur la constatation journalière de la conduite et du travail, sera institué dans les divers établissements pénitentiaires de France et d'Algérie, en vue de favoriser l'amendement des condamnés et de les préparer à la libération conditionnelle.

ART. 2. — Tous condamnés ayant à subir une ou plusieurs peines comportant privation de la liberté peuvent, après avoir accompli trois mois d'emprisonnement, si les peines sont inférieures à six mois, ou, dans le cas contraire, la moitié de leurs peines, être mis conditionnellement en liberté, s'ils ont satisfait aux dispositions réglementaires fixées en vertu de l'article premier. Toutefois, s'il y a récidive légale, soit aux termes des articles 56 à 58 du Code pénal, soit en vertu de la loi du 27 mai 1885, la durée de l'emprisonnement est portée à six mois, si les peines sont inférieures à neuf mois, et aux deux tiers de la peine dans le cas contraire. La mise en liberté peut être révoquée en cas d'inconduite habituelle et publique dûment constatée ou d'infraction aux conditions spéciales exprimées dans le permis de libération. Si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration de la durée de la peine, la libération est définitive. Au cas où la peine qui avait fait l'objet d'une décision de libération conditionnelle devrait être suivie de la relégation, il pourra être sursis à l'exécution de cette dernière mesure, et le condamné sera, en conséquence, laissé en France, sauf droit de révocation, ainsi qu'il est dit au présent article. Le droit de révocation prendra fin en ce cas, s'il n'en a été fait usage pendant les dix années qui auront suivi la date d'expiration de la peine principale.

ART. 3. — Les arrêtés de mise en liberté sous condition et de révocation sont pris par le ministre de l'intérieur. S'il s'agit de la mise en liberté, après avis du préfet, du directeur de l'établissement ou de la circonscription pénitentiaire, de la commission de surveillance de la prison et du parquet près le Tribunal ou la Cour qui a prononcé la condamnation, et s'il s'agit de la révocation, après avis du préfet et du procureur de la République, de la résidence du libéré.

ART. 4. — L'arrestation du libéré conditionnel peut toutefois être provisoirement ordonnée par l'autorité administrative ou judiciaire du lieu où il se trouve, à la charge d'en donner immédiatement avis au ministre de l'intérieur. Le ministre prononce la révocation s'il y a lieu. L'effet de la révocation remonte au jour de l'arrestation.

ART. 5. — La réintégration a lieu pour toute la durée de la peine non subie au moment de la libération. Si l'arrestation provisoire est maintenue, le temps de sa durée compte pour l'exécution de la peine.

ART. 6. — Un règlement d'administration publique déterminera la forme des permis de libération, les conditions auxquelles ils peuvent être soumis et le mode de surveillance spéciale des libérés conditionnels. L'administration peut charger les sociétés ou institutions de patronage de veiller sur la conduite des libérés qu'elle désigne spécialement et dans les conditions qu'elle détermine.

TITRE II

Patronage.

ART. 7. — Les sociétés ou institutions agréées par l'administration pour le patronage des libérés reçoivent une subvention annuelle en rapport avec le nombre de libérés réellement patronnés par elle, dans les limites du crédit spécial inscrit dans la loi de finances.

ART. 8. — Dans le cas du paragraphe 2 de l'article 6, l'administration alloue à la société ou institution de patronage une somme de 50 centimes par jour pour chaque libéré pendant un temps égal à celui de la durée de la peine restant à courir, sans que cette allocation puisse dépasser 100 francs.

Disposition transitoire.

ART. 9. — Avant qu'il ait pu être pourvu à l'exécution des articles 1, 2 et 6, en ce qui touche la mise en pratique du régime d'amendement et le règlement d'administration publique à intervenir, la libération conditionnelle pourra être prononcée à l'égard des condamnés qui en auront été reconnus dignes dans les cas prévus par la présente loi, trois mois au plus tôt après sa promulgation.

CHAPITRE II

EXPOSÉ DE LA LOI DU 14 AOÛT 1885

La loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive, établit la libération conditionnelle dans son titre premier (art. 1 à 6). Elle lui a, comme on l'a dit maintes fois, donné la formule générale.

Quels sont donc, d'après cette loi, les caractères de la libération conditionnelle ? Cet exposé a été fait si fréquemment qu'on n'y peut rien ajouter aujourd'hui.

Il est sage de mettre à profit le travail de nos devanciers, et d'apporter à l'exposé des articles de la loi toute la clarté convenable.

SECTION I. — En quoi consiste la libération conditionnelle ?

En quoi consiste d'abord la libération conditionnelle ? Est-ce un droit, est-ce une faveur ? C'est une faveur incontestablement : et voilà un point de départ qui déterminera toutes les dispositions légales

L'Administration demeure donc en tous les cas libre d'accorder ou de refuser cette faveur aux condamnés ; et, d'une part, il est heureux que la libération conditionnelle ne constitue pas un droit au profit des détenus, cela est même nécessaire pour qu'elle produise les effets amendants que l'on espère de son application ; d'autre part, il est peut-être regrettable que

ce soit l'Administration, source inépuisable de tous les arbitraires, qui dispose de cette faveur, mais la loi le voulut ainsi.

A qui donc le bénéfice de la libération conditionnelle est-il applicable ? Il l'est à « tout condamné ayant à subir une ou plusieurs peines emportant privation de la liberté » (art. 2, § 1).

Il faut exclure de ce bénéfice plusieurs catégories de condamnés, soit que véritablement ils ne puissent point participer aux avantages de la libération conditionnelle, soit que leur situation à cet égard soit réglée par d'autres dispositions législatives antérieures à la loi du 14 août 1885. Et ce sont :

1° Les condamnés à des peines perpétuelles, déportation, travaux forcés à perpétuité ;

2° Les condamnés aux travaux forcés à temps, car leur situation est déterminée par le décret du 18 juin 1880 ;

3° Les condamnés passibles de la relégation au moins en ce qui concerne la relégation même. En effet, ce n'est pas nécessairement et de plein droit que la libération conditionnelle de la peine principale entraîne l'affranchissement de la relégation. Elle donne simplement à l'Administration la faculté de surseoir à l'exécution de la relégation et de laisser le condamné en France, sauf le droit de la révocation qui lui appartient toujours.

Tel est donc le caractère fondamental de la libération conditionnelle. Telles sont donc les catégories de condamnés auxquels la loi de 1885 est applicable.

SECTION II. — Époque à laquelle la libération conditionnelle peut être accordée.

Mais à partir de quelle époque depuis la condamnation du délinquant, le bénéfice de la libération conditionnelle peut-il

être accordé? Le législateur français n'a pas cru raisonnable, ni prudent, de laisser cette époque dans l'indétermination et d'abandonner à l'Administration pénitentiaire le droit d'octroyer elle-même la faveur de la libération aux condamnés qui lui paraîtraient la mériter le mieux, d'après l'examen auquel elle peut se livrer chaque jour. C'eût été une façon d'introduire dans la loi l'arbitraire avec l'incertitude et peut-être la libération conditionnelle n'eût-elle pas été plus efficace pour cela. Donc, le législateur a fixé des dates précises, exigeant que le délinquant ait effectué une portion de sa peine suffisante pour qu'il ait expié.

Le condamné doit avoir accompli trois mois d'emprisonnement si la peine est inférieure à six mois ; la moitié de la peine dans le cas contraire.

Mais la durée de l'emprisonnement que doivent avoir subi les condamnés pour être admis à la libération conditionnelle est augmentée en ce qui concerne ceux qui sont en état de récidive légale, soit en vertu des articles 56 à 58 du Code pénal, soit en vertu de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation. A leur égard, la durée de l'emprisonnement nécessaire est portée à six mois si la peine est inférieure à neuf mois ; aux deux tiers de la peine dans le cas contraire.

On voit ainsi que, en admettant que les bénéficiaires de la libération conditionnelle ne fussent pas toujours dignes de cette faveur, il ne serait pas exact d'affirmer que la loi de 1885 a désarmé la société devant eux. En effet, l'emprisonnement réel qu'elle exige est, pour la plupart du temps, une expiation suffisante, et l'indulgence n'est pas excessive à ce que dans la seconde période on se relâche un peu de la sévérité indispensable à la première.

Les mesures prises par la loi du 14 août 1885 constituent des garanties excellentes.

SECTION III. — Caractère révocable
de la libération conditionnelle.

Mais puisque la libération conditionnelle constitue une faveur, elle est essentiellement révocable et, d'ailleurs, son nom même l'indique suffisamment.

Du moins la loi de 1885 fixe, autant qu'il est possible, les causes pour lesquelles la révocation peut être prononcée. Elle le peut :

Pour inconduite habituelle et publique dûment constatée ;

Pour infraction aux conditions spéciales exprimées dans le permis de libération (art. 2, § 3).

On le voit, les conditions déterminées sont ou bien générales, c'est-à-dire applicables à tous les bénéficiaires de la libération conditionnelle, ou bien particulières à chacun d'eux. Et en cela la prévision de la loi est extrêmement louable.

En règle générale, le droit de révocation ne peut s'exercer que pendant la durée de la peine, et par conséquent, si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration de la durée de la peine, la libération est définitive (art. 2, § 4).

Mais en cas de libération conditionnelle de la relégation, le droit de révocation peut s'exercer dans le délai de dix années, à partir de la date d'expiration de la peine principale (art. 2, § 6).

La décision révoquant la libération a pour effet la réintégration du condamné dans l'établissement pénitentiaire. Cette réintégration a lieu pour toute la durée de la peine non subie au moment de la libération (art. 5, § 1). D'autre part, l'autorité administrative ou judiciaire du lieu où se trouve le libéré conditionnel a le droit d'ordonner provisoirement son arrestation, à la charge de porter immédiatement cette arrestation provi-

soire à la connaissance du Ministre de l'Intérieur (art. 4, § 1). C'est au Ministre qu'appartient le droit de maintenir, s'il y a lieu, l'arrestation provisoire, et, par conséquent, de prononcer la révocation de la libération (art. 4, § 2). L'effet de la révocation remonte au jour de l'arrestation ; le temps de la durée de l'arrestation est imputable sur la peine restant à subir (art. 4, § 3, art. 5, § 2).

Mais quelle est l'autorité compétente pour les révocations de libération conditionnelle ?

Les révocations de libération conditionnelle sont prononcées par arrêté du Ministre de l'Intérieur après avis du Préfet et du Procureur de la République de la résidence du libéré (art. 3, § 1 et 3).

Donc la libération conditionnelle a un caractère révocable, et cela est logique, cela est nécessaire. La loi de 1885 a tenu compte exactement des exigences pratiques ; mais son inspiration fut-elle également sage lorsqu'elle confia à l'autorité administrative le droit de révocation ?

SECTION IV. — **Autorité compétente pour prendre et révoquer les arrêtés de libération conditionnelle.**

Remarquons, du moins, que cette dernière détermination lui était imposée par le choix qui avait été déjà fait de l'autorité administrative pour prononcer la libération conditionnelle elle-même.

D'après la loi du 14 août 1885, les arrêtés de mise en liberté sous condition sont pris par le Ministre de l'Intérieur, après avis du Préfet, du directeur de l'établissement ou de la circonscription pénitentiaire, de la Commission de surveillance de la prison et du Parquet près le Tribunal ou la Cour qui a prononcé la condamnation (art. 3).

En outre, depuis le 27 mai 1888 fonctionne au Ministère de

l'Intérieur un Comité consultatif dit Comité de libération conditionnelle, composé de huit membres, chargé d'examiner les dossiers et de donner ses conclusions en chaque cas.

La loi de 1885, ignorante des difficultés de pratique, déclare prudemment qu'un règlement d'administration publique déterminera la forme des permis de libération, et les conditions auxquelles ils peuvent être soumis (art. 6, § 1).

Mais pratiquement le permis de libération conditionnelle affecte la forme d'un carnet contenant entre autres documents le texte de l'arrêté de libération conditionnelle : ce carnet est remis au libéré conditionnel au moment même de la levée de l'écrou, et l'intéressé doit le présenter sur toute réquisition des autorités administratives ou judiciaires.

Ainsi le bénéficiaire de la libération conditionnelle demeure théoriquement dans un état partiel de liberté, mais pratiquement aucune disposition de la loi n'indique comment s'exercera vis-à-vis du libéré conditionnel le contrôle de l'Administration, et par quels procédés sa conduite pourra être connue. Le législateur a abandonné le soin de cette détermination à un règlement d'administration publique. Mais en fait les règles observées pour la surveillance spéciale des libérés conditionnels sont énoncées dans le texte même des arrêtés ministériels de libération conditionnelle.

Voilà donc posées deux questions : celle de l'autorité compétente pour prononcer la libération ; celle de la surveillance à exercer sur les libérés conditionnels et des meilleurs moyens d'assurer cette surveillance. Et il n'est pas dans la loi tout entière de questions qui puissent soulever de plus graves controverses.

Sur la question de l'autorité compétente, il y a presque unanimité de blâmes. Les uns s'étonnent qu'on fasse dépendre dans une si large mesure de la police et de la direction des prisons le sort du prisonnier. Et l'on voit en ce fait l'inconvénient

majeur du système. Et M. Du Boys résume les critiques universelles en ces termes significatifs : « Le système dessaisit en quelque sorte la justice à laquelle se trouve substitué l'arbitraire de l'Administration, du moment où le coupable a été condamné. » Et se consolera-t-on d'un inconvénient pareil en déclarant avec je ne sais quel criminaliste, que l'inconvénient est aussi incontestable qu'inévitable ? Non pas, et d'autant moins que l'arbitraire de la police et de l'administration des prisons paraît pouvoir s'exercer ici sans le moindre contrepoids. En effet, à l'avis de cette Administration s'ajoute, pour la prononciation de la libération conditionnelle, la nécessité de prendre l'avis du Parquet. Le Parquet représente ici l'autorité judiciaire. Mais comment son intervention peut-elle être véritablement efficace et tutélaire pour le délinquant ? M. Garraud exprime à cet égard des objections dont on ne saurait méconnaître la portée. Il se demande quelle compétence peuvent avoir les agents du Parquet pour se prononcer sur la conduite du condamné, et les chances que présente son reclassement. Évidemment dans le système actuel qui maintient une séparation absolue entre l'autorité chargée de prononcer la peine et l'administration chargée de surveiller, d'assurer l'exécution de la peine, les agents du Parquet demeurent complètement étrangers à la réalité des choses. Ils ne peuvent donner une opinion compétente, car ils n'ont d'autre base pour appuyer leur appréciation relative à la certitude de l'amendement du condamné, que l'examen le plus souvent superficiel qu'ils ont pu faire de ses dispositions d'esprit lorsqu'ils ont requis contre lui les rigueurs de la loi. Il n'est donc pas excessif de conclure que dans la décision à intervenir sur l'opportunité de la libération conditionnelle pour tel ou tel délinquant, la souveraineté de l'administration pénitentiaire est sans contrôle et, par conséquent, arbitraire.

M. Garraud ajoute encore qu'on peut craindre que les agents

du Parquet n'éprouvent quelque penchant à paralyser l'application d'une institution qui tend à abréger la durée des peines prononcées sur leurs réquisitions. Certes il est possible que les avocats de la loi aient une tendance secrète, irrépressible, à considérer tous les prévenus comme des individus capables de nuire perpétuellement à l'ordre social et, par suite, ne soient le plus souvent disposés à refuser aux délinquants, le bénéfice de la libération conditionnelle. Peut-être ne faut-il pas cependant s'exagérer cette tendance. En tout cas, ne peut-on pas dire que, si tel est l'état d'esprit des agents du Parquet, ils contrebalanceront naturellement la tendance de l'Administration pénitentiaire à se débarrasser promptement, prématurément, de condamnés plus ou moins exactement amendés qui encombre ses locaux?

Quoi qu'il en soit, la composition du Comité, chargé d'examiner s'il y a lieu de prononcer la libération conditionnelle, est une composition absolument défectueuse, et cela suffit pour que les effets de la loi puissent être viciés.

Mais une autre discussion surgit où, à la vérité, on s'accorde assez vite sur la conclusion nécessaire. Comment assurer la surveillance des libérés conditionnels ?

Que cette surveillance soit indispensable, c'est ce dont tout le monde est certain. On reconnaît à l'unanimité que la libération conditionnelle ne peut pas produire les résultats favorables que l'on espère de son application, si elle n'est pas accompagnée de l'exercice d'une rigoureuse surveillance sur la conduite des délinquants qui en obtiennent le bénéfice. Donc, par quels organes exercer cette surveillance ? On conçoit deux systèmes possibles, et il y en a deux, en effet, qui sont appliqués par les diverses nations.

Chez les unes, la police officielle a mission de surveiller le libéré et impose dès lors à ce dernier certaines obligations pour permettre à l'Administration de ne pas le perdre de vue

et de suivre, jusqu'à l'expiration du délai, ses faits et ses gestes.

Chez les autres — et cela est préférable, dit-on, lorsque cela est possible — le moyen employé consiste à confier la surveillance aux sociétés mêmes de patronage agréées par l'Etat et revêtues d'un caractère officiel, leur conférant le droit d'exercer sur les libérés un contrôle légal.

L'Irlande et l'Angleterre ont institué comme complément de la libération conditionnelle le renvoi sous la surveillance de la haute police.

Mais, en France, les législateurs furent d'une ingéniosité extrême que l'on aurait tort de laisser dans le silence. Par la loi du 27 mai 1885, ils supprimèrent l'institution de la haute police au moment où elle pouvait rentrer dans le cadre normal d'un régime pénitentiaire en se combinant avec la libération conditionnelle.

SECTION V. — Le Patronage.

Le système forcément adopté en France est donc le système des patronages. Il faut voir en eux une institution connexe et complémentaire de la libération conditionnelle.

Ce sont les termes exacts ; le patronage est une institution connexe et complémentaire de la libération conditionnelle. Il n'est lui-même qu'une institution destinée à compléter l'œuvre de la réformation pénale des délinquants ; ce que l'emprisonnement prépare et commence, la libération conditionnelle le poursuit et l'influence du patronage le termine.

Quels sont, dans la réalité, les liens de ces trois institutions ?

La condition essentielle de la libération conditionnelle, c'est que le condamné ait été préparé par le régime pénitentiaire à reprendre dans la vie sociale une activité honnête et régulière

et qu'il ait donné des preuves indubitables d'amendement moral.

C'est pourquoi l'article 1 de la loi du 14 août 1885 décide qu'un régime disciplinaire, basé sur la constatation journalière de la conduite et du travail sera institué dans les divers établissements pénitentiaires de France et d'Algérie. Et l'article 2 n'autorise la libération conditionnelle que si le condamné a satisfait aux dispositions réglementaires fixées en vertu de l'article 1.

Il est vrai que si ces intentions méritent d'être qualifiées d'intentions louables, elles sont demeurées des intentions. En effet, le système disciplinaire dont il s'agit et dont la loi du 14 août 1885 imposait la création immédiate n'a pas encore été organisé. Mais qu'on se rassure, quelques vues ont été échangées à ce sujet au Conseil supérieur des prisons. Cela est peu de chose assurément, cela est même très peu de chose, mais cela ne saurait faire de mal.

En vérité, les préoccupations qui se sont exprimées jusqu'au Conseil supérieur des prisons témoignent qu'il faut assurer l'amendement des condamnés. Et la conséquence qui en résulte est celle-ci : la libération conditionnelle ne peut être la base d'un bon système pénitentiaire, elle en est seulement le couronnement.

Or, la libération conditionnelle, si l'on veut qu'elle remplisse le rôle qu'on lui assigne dans le système pénal, c'est-à-dire qu'elle communique une impulsion nouvelle au progrès de l'amendement des condamnés, la libération conditionnelle exige le concours d'un patronage dans lequel le libéré trouvera un appui matériel et moral pour se reclasser. L'obligation du patronage est partout reconnue.

En effet, sans le patronage, la loi de la libération conditionnelle, étant donné les conditions qu'elle pose, d'ailleurs à juste titre, pourrait ne rester, par suite de l'inévitable inégalité

de son application, que l'apanage d'un petit nombre de privilégiés. Cela est trop certain, car comment en présence des prescriptions administratives qui à bon droit, disons nous, subordonnent la mise en liberté à la justification ou de ressources acquises ou d'un travail assuré, le condamné sans argent, sans famille, sans appui serait-il à même, en dehors d'une assistance amie, de profiter du bénéfice de la loi. Il y aurait là une impossibilité pour le délinquant, même animé des sentiments les meilleurs, de vaincre la répulsion que sa première faute inspire à son égard.

Cela explique le développement rapide des sociétés de patronage. Si l'étude de ce développement ne rentre pas dans l'étude même de la libération conditionnelle, il convient du moins de discuter les termes de la loi de 1885 qui concernent les patronages. Ces termes qui sont assez vagues n'expriment pas des idées différentes de celles qui sont acceptées par tous les peuples européens, car c'est un des traits les plus significatifs de l'organisation des patronages qu'elle est presque partout identique. Oui, presque partout le patronage affecte le même caractère. Il est confié à des sociétés libres de bienfaisance qui reçoivent de l'Etat des subventions plus ou moins larges.

Or, d'une part, la loi du 14 août 1885 décide l'indépendance des sociétés de patronage.

D'autre part, le principe même des allocations à leur donner se trouve consacré par l'article 6, paragraphe 2, et par les articles 7 et 8. Ces deux derniers textes forment le Titre II de la loi intitulé : Patronage,

Il est en effet déclaré :

1^o Que l'Etat accorde aux sociétés ou institutions agréées par l'Administration, une subvention annuelle en rapport avec le nombre des libérés, réellement patronnés par elle dans la limite du crédit spécial inscrit dans la loi de finances ;

2° Que s'il s'agit de libérés conditionnels, l'Etat alloue à la société ou institution de patronage une somme de cinquante centimes par jour pour chaque libéré pendant un temps égal à celui de la durée de la peine restant à courir, sans que cette allocation puisse dépasser cent francs.

Et cependant l'opinion générale est que, pour réussir, le patronage ne doit pas revêtir un caractère officiel, qu'il doit être et demeurer une œuvre privée. Mais on s'est demandé si l'Administration ne doit pas, au moins, intervenir dans l'œuvre de patronage et dans quelle mesure cette intervention doit se produire pour qu'elle soit utile et qu'elle ne devienne pas gênante.

En France où on s'est accoutumé à considérer l'Etat ou bien les représentants du pouvoir régional, comme ayant une légitime et nécessaire influence sur tous les actes des groupes d'individus, il n'est pas surprenant de voir que le système d'après lequel les sociétés doivent être rattachées à l'autorité centrale par un lien solide, ait rencontré une certaine quantité d'adhérents et ait été formulé avec précision et avec force.

Beaucoup de criminalistes voudraient, en effet, organiser les sociétés de patronage sur le modèle des Commissions de surveillance des prisons, c'est-à-dire donner l'initiative de leur formation à l'autorité préfectorale et y faire entrer un certain nombre de membres de droit, pris parmi les principaux fonctionnaires, conseillers généraux ou municipaux, etc.

D'autres sont d'avis de laisser le champ libre à l'initiative individuelle et d'accorder aux sociétés de patronage l'initiative la plus étendue.

Incontestablement de ces deux doctrines, la seconde est préférable. Elle l'est parce que l'œuvre de patronage qu'il s'agit d'entreprendre en faveur des délinquants amendés et désireux d'être reclassés au plus vite, comprend une œuvre de charité et que, pour que cette œuvre charitable se puisse fructueuse-

ment accomplir, il est essentiel qu'elle ne soit pas embarrassée par la rigidité de règlements administratifs, non plus que par l'indifférence des fonctionnaires. Il sied, au contraire, il est même indispensable, que l'œuvre de reclassement des libérés soit dirigée par des personnes qu'incline à cette tâche leur dévouement personnel, et qui ne ménagent ni leur temps, ni leur peine, et qui enfin, loin de considérer le délinquant comme un être sans existence propre faisant partie d'une catégorie sociale où tous les individus présenteraient les mêmes caractères, s'appliquent à rechercher en chacun d'eux les directions de leur énergie et à vivifier en chacun les penchants à la vie régulière, à laquelle ils souhaitent de revenir. Donc, il n'y a pas véritablement de discussion possible, les sociétés de patronage doivent être des sociétés privées, des sociétés libres.

Est-ce à dire que l'Etat doive complètement se désintéresser d'elles? En aucune manière. D'abord il est de son devoir strict de discerner les sociétés qui ont vraiment le but charitable d'opérer le reclassement des délinquants, et celles qui, sous couleur de favoriser ce reclassement, se proposeraient surtout d'exploiter les libérés conditionnels en les employant à un travail insuffisamment rémunérateur. Mais, en outre, l'Etat a le droit et même le devoir d'intervenir dans la vie des sociétés de patronage, en leur accordant des subventions.

Le principe des subventions attribuées par l'Etat aux sociétés de patronage est justifié par mille raisons diverses.

D'abord ces subventions ne sont pas une charge pour l'Etat; elles ne présentent que le caractère d'une pure avance. En effet, les sociétés de patronage sont un des moyens les plus puissants de combattre la récidive; elles écartent donc des prisons un certain nombre d'individus dont l'Etat serait obligé d'assurer la subsistance, et, par suite, elles entraînent de cette façon une économie pour l'Etat, mais, d'une manière plus indirecte et plus lointaine, elles lui sont encore profitables en ce

sens que, favorisant et accélérant le reclassement dans la société d'individus qui pourraient être irrémédiablement déclassés par leur première faute, suivie d'un premier séjour dans les prisons, elles créent pour la vie sociale, pour la richesse et la force même de la nation des éléments utiles. Il n'est donc point excessif d'affirmer que la subvention accordée par l'Etat aux sociétés de patronage, ne grève son budget que provisoirement et même ne le grève qu'en apparence ; car les forces des délinquants rendus à une activité régulière ont une productivité telle que l'Etat est, en définitive, un des bénéficiaires de l'œuvre de régénération qu'il aura facilitée par ces subventions.

D'ailleurs, les sociétés de patronage remplissent, à peu de frais, un rôle qui nécessiterait un service spécial et coûteux. En effet, il y aurait obligation pour l'Etat d'instituer des organisations capables d'opérer le reclassement, que les sociétés de patronage se chargent d'accomplir. Les sociétés sont bien plus aptes à cette œuvre et l'Etat, qui en retire le dernier profit, a donc un grand avantage à collaborer à ce travail, sans le contraindre, ni le gêner, par l'appui de la subvention.

Au surplus, il y a lieu naturellement que les subventions ne soient point un droit pour les sociétés de patronage, mais qu'elles ne leur soient attribuées que volontairement. De la sorte sont évitées les fraudes, et est respectée l'indépendance des sociétés, leur indépendance, source de leur vigueur.

Il demeure donc prouvé que l'établissement des patronages est un complément indispensable de la loi de 1885 sur la libération conditionnelle.

Libération, patronage, ce sont les deux éléments essentiels de la régénération et du reclassement des condamnés. Si théoriquement ces deux institutions sont inséparables, elles le sont aussi pratiquement ; et la meilleure preuve en est que depuis le fonctionnement de la libération conditionnelle en

France, les sociétés de patronage se sont formées de toutes parts.

SECTION VI. — Résultats obtenus par les sociétés de patronage.

On ne peut évidemment mesurer les résultats de la loi de 1885 sans mesurer par ce fait même les résultats des sociétés de patronage.

Dès la fin de l'année 1885, la loi nouvelle fut mise en vigueur. Il est vrai que ses premières applications furent d'une rareté extrême. En 1888, M. Bérenger dut adresser au Ministre de l'Intérieur une interpellation pour l'engager à accélérer les applications de la libération conditionnelle. Mais si jusqu'à cette époque un trop petit nombre de détenus ont pu bénéficier de cette loi, la cause principale réside dans les innovations diverses, qu'il a été nécessaire d'apporter à l'organisation antérieure.

Au surplus M. Sarrien, dans sa lettre au Garde des Sceaux du 31 janvier 1888, exposait fort exactement les causes des incertitudes et des hésitations : « Nul n'ignore, écrivait-il, qu'une réforme ne peut entrer dans la réalité durable des faits qu'après un temps de préparation, lorsque les autorités et les services chargés de concourir à sa réalisation ont acquis la connaissance et l'habitude de leur rôle, lorsque les personnes associées ou intéressées à l'innovation et la masse même du public ont écarté les doutes, les hésitations, les préventions que toutes innovations provoquent. » On ne saurait mieux dire.

Et tout le monde a vu les causes qui retardaient la mise en vigueur de la loi.

Il fallait initier les agents de l'Administration pénitentiaire de tous les degrés au but visé par la loi nouvelle et à son fonc-

tionnement. Il fallait régler la participation des autorités judiciaires à ce fonctionnement et déterminer les meilleurs modes de surveillance et de patronage des libérés, fixer, après une série d'expériences opérées sur les détenus qui semblaient les plus propres à jouir de la libération conditionnelle, les conditions qui pourraient en général accompagner le permis de libération. Enfin il fallait prévoir l'hypothèse où le condamné serait un relégué et rechercher le régime spécial auquel il convient alors de le soumettre après sa libération : tant de difficultés qui entravaient les premiers efforts.

Mais surtout depuis la création du Comité de libération conditionnelle en 1888, les résultats de la loi sont devenus plus précis et plus décisifs.

Si l'on veut se rendre compte de ces résultats, on peut prendre les données fournies par la statistique pour l'année 1890. Cette année, 1976 demandes ont été présentées et 1386 ont fait l'objet d'avis favorables, soit une proportion de 70 pour 100. Sur les 1386 libérations il y a eu lieu à 22 révocations, soit une proportion de 1,5 pour 100. Peut-être s'étonnera-t-on du petit nombre des révocations, et exprimera-t-on la crainte que le contrôle exercé sur les libérés conditionnels ne soit pas assez sévère. Mais en vérité, si les révocations sont en nombre aussi restreint, cela provient du petit nombre des libérations accordées, nombre très petit par rapport au grand nombre des détenus des prisons de France. Les libérés conditionnels sont donc réellement des condamnés qui ont manifesté un sincère repentir et dont on a de justes motifs de croire que leur amendement sera durable.

C'est pourquoi la loi du 14 août 1885 appliquée à la population la meilleure des prisons peut renvoyer dans la société des individus capables d'y reprendre la vie sociale dans toute sa régularité. Et la libération conditionnelle est pour ce retour à la régularité, un grand encouragement.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que douze ans à peine après la mise en vigueur de la loi de 1885, cette loi ait déjà produit des résultats appréciables. Elle correspond à des tendances naturelles ; elle répond à un besoin défini.

D'ailleurs, les progrès accomplis en France ne sont point isolés. Ils sont le dernier terme d'une évolution.

C'est cette évolution qu'il importe de retracer.

TROISIÈME PARTIE

HISTORIQUE DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE . FRANCE, ANGLETERRE, IRLANDE ET AUTRES NATIONS EUROPÉENNES

Ce qui fait la force de l'institution de la libération conditionnelle, c'est qu'elle n'a pas été établie en France d'une manière imprévue, par suite de je ne sais quelle inspiration subite d'un législateur en quête d'innovations ; elle a été au contraire établie à la suite d'une multitude d'expériences préparatoires qui avaient été des expériences décisives.

Et si l'on s'applique à reconstituer l'histoire de cette institution pénale, il apparaît que son caractère le plus frappant est sa cohérence. Tout se tient en cette histoire et d'un progrès accompli sortent naturellement les progrès ultérieurs. Les développements de cette institution s'engendrent et s'enchaînent les uns les autres.

D'une part, on tire peu à peu de l'idée primitive de la libération conditionnelle tout ce qu'elle contient : on va logiquement jusqu'au bout de la réforme.

D'autre part le mouvement est presque simultané dans toutes les nations européennes. C'est un consentement unanime des gouvernements qui les pousse à imiter chez eux l'institution qui, dans les contrées voisines, produit d'heureux résultats.

Voilà les faits les plus caractéristiques qu'il sied de ne pas omettre en dégageant la série des progrès de la libération conditionnelle. Les développements de l'idée sont logiques ; et ses applications sont harmonieuses.

Aussi bien il n'est nul criminaliste qui n'aperçoive l'unité singulière de l'histoire de cette institution pénale et tous en extraient des conclusions favorables à la libération conditionnelle. Une phrase de M. Tarde¹ résume à merveille cette histoire rapide mais remplie de faits qu'il importe de ne pas négliger. Voici : l'idée de la libération conditionnelle est née en France où elle a été appliquée aux détenus mineurs des prisons de Paris sous le gouvernement de Juillet ; les résultats excellents qu'elle a produits ont suggéré à l'Angleterre, imitée bientôt par l'Italie, l'Allemagne, la plupart des cantons suisses, les Pays-Bas et l'Autriche, son application non moins heureuse aux adultes ; et notre pays qui, lui-même avait déjà institué une sorte de libération conditionnelle spéciale à l'usage des déportés s'est enfin décidé en 1885 à entrer dans le mouvement émané de sa propre impulsion. »

Ainsi sont exactement précisées les péripéties par lesquelles l'institution de la libération conditionnelle passa.

Quoi qu'il en soit de la légitimité des controverses que l'on peut susciter sur le point de savoir si la libération conditionnelle a pris naissance en Angleterre ou bien en France, il est utile de retracer son histoire dans l'un ou l'autre de ces deux pays où les gouvernements successifs n'ont à aucun moment négligé de tirer de cette institution pénale tout le parti possible. Après quoi, il sera facile de montrer que son adoption par le plus grand nombre des pays de l'Europe et de l'Amérique du Nord est la conséquence quasi naturelle du succès à peu près général des expériences faites jusqu'alors.

¹ Tarde, *Philosophie pénale*.

CHAPITRE PREMIER

LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE EN FRANCE

C'est en France, avons-nous dit, que se fit la première expérience, mais encore partielle et restreinte, de la libération conditionnelle. C'est en France assurément que son histoire est la plus complète et la plus normale. La doctrine, en effet, s'y développe en même temps que l'application. Et même les premières applications n'y naissent pas comme en Angleterre de l'urgence de remédier à une situation intolérable, mais de l'effort raisonné des criminalités pour l'amélioration graduelle des institutions pénales.

Tout d'abord, en France, les développements de la doctrine et de la pratique s'entremêlent.

En 1832, la libération conditionnelle fut introduite comme un dérivé de la grâce, non dans la loi, mais dans la pratique pénitentiaire en ce qui concerne les jeunes détenus. C'est à Paris, et par conséquent semble-t-il dans des conditions défavorables, que cette première expérience fut faite. La maison cellulaire de la Roquette venait d'y être construite pour les mineurs de seize ans. On résolut — et une circulaire ministérielle du 9 décembre 1832 expose cette résolution — de mettre les meilleurs des enfants détenus en apprentissage avant l'expiration de leur peine. Par quels motifs tâchait-on de justifier cette décision novatrice ? La préoccupation était double. D'une

part, on voulait tempérer la rigueur du nouveau système d'emprisonnement; et cette préoccupation sans doute est en dehors de celles qui nous intéressent puisqu'elle vise seulement à étudier les meilleurs procédés d'application du système d'emprisonnement cellulaire, mais elle témoigne une volonté d'améliorer par toutes les manières l'organisation de la pénalité, de la rendre sur tous ses modes plus perfectionnée et plus efficace. D'autre part, on voulait se rendre compte de l'action que pourrait avoir sur la moralisation des détenus l'espoir de la liberté. Et c'est ainsi que se manifeste déjà clairement le souci de la meilleure utilisation des peines dans l'intérêt individuel des délinquants comme dans l'intérêt social. On semble reconnaître déjà que le châtiment consistant en une détention momentanée des coupables doit être envisagé comme un moyen de les préparer pour l'avenir à mieux user de la liberté. Donc cette innovation appliquée aux jeunes détenus témoigne une tendance raisonnée aux progrès pénitentiaires.

Dix années se passent durant lesquelles on étudie mieux les effets de cette première mesure et il devient bientôt incontestable que ces effets seront de tous points excellents. Effectivement, tandis qu'avant l'année 1833 le chiffre annuel des récidivistes parmi les mineurs de seize ans réalisait une proportion de 75 pour 100, ce chiffre descendit brusquement et parut se maintenir à 7 pour 100. Les résultats de l'expérience étaient véritablement concluants et ils encourageaient les législateurs à des tentatives plus considérables et plus générales. En 1843, le mouvement d'opinion favorable à cette application de la libération conditionnelle aux jeunes détenus gagna dans la Chambre des Députés la majorité des législateurs. Le projet de loi voté alors par la Chambre contenait un article 28 conçu en ces termes : « Les enfants condamnés en vertu de l'article 69 du code pénal et ceux détenus en vertu de l'article 66 pourront être placés en apprentissage, soit chez des cultivateurs, des

artisans ou des industriels, soit dans des établissements spéciaux, avec la réserve expresse pour l'administration du droit d'ordonner leur réintégration dans les maisons spécifiées par l'article 26. »

Ce projet de loi avec des mesures analogues devait bientôt entrer dans le système pénal, car vers cette époque, sous l'inspiration et l'impulsion d'un homme qui y dévoua son existence, Bonneville de Marsangy, la doctrine de la libération conditionnelle fut nettement formulée et ses avantages exposés dans toute leur ampleur. C'est Bonneville de Marsangy qui donna corps à l'institution récemment expérimentée comme doctrine pénitentiaire. Il ne s'en fit pas le promoteur par amour des innovations. Magistrat, il était solidement attaché aux institutions séculaires de la justice et il ne désirait les améliorations progressives qu'autant qu'elles étaient compatibles avec le maintien des institutions existantes. S'il devint le premier défenseur doctrinaire de la libération conditionnelle, ce n'est pas qu'il fût séduit par les apparences séduisantes qu'offrait cette réforme.

Il subit deux influences qui marquent également la conviction énergique et réfléchie qui domina ses efforts. D'abord il fut émerveillé des effets surprenants que sa fonction même lui permettait de constater quotidiennement dans l'application encore timide de la libération conditionnelle aux jeunes détenus.

Donc, ce ne furent point de vaines hypothèses de théoriciens qui le décidèrent ; il fut entraîné par la constatation décisive d'exemples pratiques.

Ensuite, il était profondément soucieux d'assurer aux châtiements nécessaires dans la vie sociale une utilité pour le délinquant lui-même. Il voulait que la peine ne présentât pas simplement les caractères d'une expiation, d'une vengeance brutale encore que systématique, de la société contre les indi-

vidus coupables. Bref, il lui semblait nécessaire que la peine fût accomplie d'une telle façon qu'elle pût tout à la fois assurer la protection sociale et servir à l'amendement des condamnés. Ainsi se complète et se complique en son esprit la notion du but de la peine, le criminaliste n'est plus animé de la préoccupation étroite de punir les actes répréhensibles, mais d'éviter le renouvellement de pareils actes. La peine est pour lui prononcée, moins en considération du passé que dans la prévision de l'avenir. Et les raisonnements qu'il construit sont utilitaires et moraux tout ensemble. C'est pourquoi il adopte la libération conditionnelle et souhaite son extension à toutes les catégories de condamnés. Exposées une première fois dans un rapport célèbre qui, sur l'initiative de Béranger de la Drôme, fut communiqué à tous les membres du Parlement, ces idées neuves et fortes communiquèrent un élan prodigieux à l'institution dont elles préconisaient l'établissement.

Leur puissance d'expansion fut telle que lorsque Bonneville de Marsangy voulut les exposer avec toutes les considérations philosophiques, sociologiques, humanitaires et autres qu'elles comportaient, ses ouvrages furent moins un plaidoyer en faveur d'une institution méconnue qu'une longue et triomphante énumération des résultats acquis déjà et des promesses que le présent permettait de faire pour un avenir prochain. D'ailleurs les titres de ces ouvrages sont caractéristiques : *Des diverses institutions complémentaires du régime pénitentiaire*. — *De l'amélioration de la loi criminelle*. — En vérité, ces titres sont d'une netteté extrême. Ils expriment clairement les intentions de l'auteur des ouvrages qui voulait effectivement compléter et améliorer.

Ce fut, en définitive, le mérite de Bonneville de Marsangy de présenter la libération conditionnelle sous les apparences d'une doctrine systématique et bien coordonnée, et d'imprimer un essor considérable aux tentatives d'application.

Son initiative fut assez puissante pour que la libération conditionnelle reçût en quelque manière une existence propre, et que dans le système pénal elle fût aussitôt considérée comme une institution tout à fait indépendante des circonstances qui en avaient suggéré primitivement l'idée.

Ces circonstances, on ne les a pas oubliées. Elles consistaient en l'application du régime cellulaire aux mineurs de seize ans ; et la libération conditionnelle était apparue comme un moyen d'atténuer les rigueurs de ce régime. Or, vers l'année 1850, un courant de réaction contre l'application du régime cellulaire aux mineurs de seize ans se produisit ; et à l'emprisonnement individuel on substitua pour eux l'éducation dans les colonies agricoles. Mais la libération conditionnelle ne disparut pas avec les événements qui lui avaient donné naissance ; elle fut adaptée au contraire aux nécessités nouvelles. Mieux encore. Jusqu'alors elle avait eu simplement le caractère d'une mesure administrative. Mais à ce moment, elle reçut la consécration de la loi, entra définitivement dans les institutions qui forment le système pénitentiaire. Voici l'article 9 de la loi du 5 avril 1850 : « Les jeunes détenus des colonies pénitentiaires peuvent obtenir à titre d'épreuve et sous des conditions déterminées par un règlement d'administration publique, d'être placés provisoirement hors de la colonie. » Telle est la première apparition législative de la libération conditionnelle. C'est la chose que l'on a ; il n'y a que le mot qui manque.

Durant les années qui suivent, le courant de la faveur accordée à la libération conditionnelle s'accroît. Cette accentuation est fort caractéristique, car elle se manifeste tout à fait étrangère à la succession même des régimes politiques dont la France, vers cette époque, se fatigue sans même les avoir complètement usés. Et l'impulsion donnée sous la monarchie de Louis-Philippe à l'institution de la libération conditionnelle, se prolonge sous la République intermédiaire de

1848, où elle apparaît dans les textes légaux. Le Gouvernement impérial emprunte à la République, par lui renversée, cette constitution pénale dont l'application s'étendra, pour bientôt se compléter entièrement sous la République née en 1870.

La loi du 30 mai 1854, en ses articles 11 et 12, fait bénéficier les transportés d'une sorte de libération préparatoire par les concessions de terres et les engagements qu'elle autorise.

La loi du 25 mars 1873 accomplit une œuvre identique pour les déportés lorsque dans l'article 15 elle permet, sous certaines conditions qu'elle détermine, leur établissement hors du territoire de la déportation.

L'évolution se poursuit et le décret du 18 juin 1880 institue, par application de la loi du 30 mai 1854, une libération conditionnelle spéciale pour la transportation.

Ainsi étaient appliqués d'abord aux établissements de travaux forcés les bienfaits d'une institution pénale dont chaque expérience en France avait été un succès. Il ne s'agissait plus, pour que la réalisation du progrès devînt intégrale, que de coordonner les enseignements fournis par les exemples des premiers essais partiels, de synthétiser tous les éléments nécessaires au bon fonctionnement de la libération conditionnelle, de grouper toutes les mesures successivement prises et de composer une loi générale : c'est ce qui fut fait.

Et en 1885 fut votée la loi du 14 août faisant la libération conditionnelle applicable à toutes les peines privatives de liberté et organisant son application.

Après la plupart des contrées européennes et des États de l'Amérique du Nord, la France se mettait à suivre le mouvement qu'à l'origine elle avait donné la première. Qu'on ne se hâte pas de la blâmer de ces lenteurs, qui d'ailleurs sont traditionnelles en France. Il est juste de constater en effet que ces lenteurs, qu'il convient de tenir pour des lenteurs calculées, ont été profitables au sort de l'institution. La France marcha

après les autres pays, derrière les autres gouvernements; mais elle accomplit sa marche avec sécurité.

Il n'y a pas dans l'histoire française de la libération conditionnelle de ces désillusion comme il s'en produisit en Angleterre. En outre, à mesure que s'accomplissaient les progrès pratiques, la doctrine même de la libération conditionnelle s'élaborait avec précision. Et non seulement on parvint à donner à l'institution nouvelle la place qui lui revient logiquement dans le système de la pénalité, mais encore on en vint à la considérer comme le couronnement normal du système.

Tels sont les caractères originaux de l'histoire de la libération conditionnelle en France.

CHAPITRE II

LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE EN ANGLETERRE

Les développements de cette institution pénale offrent également des caractères originaux, si on considère son application en Angleterre ; et encore cette originalité n'est pas moindre en ce qui concerne l'organisation de la libération conditionnelle en Irlande. Certes, son histoire dans ces deux pays est malaisément divisible, et il est permis d'affirmer qu'il existe un enchevêtrement continu de faits. Pourtant l'Angleterre n'agit que par la pression des exigences pratiques ; en Irlande, au contraire, on constate un effort réfléchi d'organisation. C'est là une différence essentielle et qui justifie la distinction que nous voulons établir à cet égard entre l'Angleterre et l'Irlande.

La libération conditionnelle apparut d'abord à l'Angleterre comme un moyen d'obvier, en partie, aux dangers, aux abus, aux obstacles chaque jour croissants et plus insurmontables du système de déportation ou transportation.

Considérables étaient effectivement les inconvénients de ce système.

L'Angleterre déportait tous les ans dans ses colonies un grand nombre de criminels. Or l'entretien de ces individus coupables coûtait à l'État des sommes immenses et grevait fâcheusement ses budgets. On chercha un remède, c'est-à-dire une économie. Il fallut, pour cela, tout en assurant l'exécution des

peines prononcées, décharger l'Angleterre des frais de cette exécution. Les gouverneurs des colonies¹ ayant parmi leurs prérogatives l'exercice du droit de grâce, ils accordèrent en vertu de ce pouvoir, à un certain nombre de criminels, les moins dangereux, un pardon conditionnel qui leur imposait l'obligation de se fixer irrévocablement dans la colonie, et à un certain nombre d'autres malfaiteurs, dont la bonne conduite justifiait cette faveur, un billet de congé révocable, leur permettant de louer leurs services aux colons pour qui la main-d'œuvre était difficile à trouver. C'était, on le voit, la libération conditionnelle outre-mer avec les caractères mêmes qu'elle présente encore aujourd'hui.

Mais on devine les effets immédiats de ces mesures qui n'étaient guère que des expédients. Les territoires des colonies furent rapidement encombrés de ces individus conditionnellement libérés, qui pouvaient assurément passer pour de très honnêtes gens dans le milieu des criminels, mais qui, dans le milieu des honnêtes gens, pouvaient encore à juste titre être considérés comme des hommes dangereux. Les unes et les autres, les colonies protestèrent contre cet envahissement contagieux. On dirigea plus particulièrement sur l'Australie le troupeau des condamnés; mais l'Australie continentale elle-même, moins favorisée par les ressources naturelles et la fertilité de son sol, ne pouvait guère recevoir chaque année que quatre ou cinq cents transportés; et cela ne suffisait pas à écouler la production anglaise. D'ailleurs, éclairée par les plaintes et les prohibitions des autres colonies, elle manifesta bientôt une opposition énergique. Elle posa comme condition formelle de son consentement à l'envoi des délinquants métropolitains qu'on ne dirigeât sur ses rivages trop hospitaliers que des condamnés amendés ou, tout au moins, amendables. Cette

¹ Garraud, *Traité de droit pénal*.

exigence bouleversa tout le système pénal de l'Angleterre, et donna naissance à la loi du 25 août 1853.

Cette loi a surtout pour objet — mis à part les graves changements apportés par elle au système de transportation — d'organiser pour tous les condamnés à la transportation ou à la servitude pénale un mode d'exécution de la peine qui puisse provoquer leur amendement et préparer par une liberté conditionnelle et probatoire, leur reclassement dans la société. C'est ce mode que les bills du parlement du 25 août 1853 et du 26 juin 1857 appellent *Ticket of leave or licence to be at large in the United Kingdom*. Certes il n'y aurait pas lieu de reproduire ici les termes mêmes des bills émanés du Parlement d'Angleterre s'ils n'étaient en eux caractéristiques de la différence qui existe entre l'Angleterre et la France au point de vue des développements de la libération conditionnelle. Les « billets de liberté » et les « permis d'être au large » expriment une situation, non un système et, en effet, c'est sous la toute puissante influence des nécessités pratiques et sous cette influence exclusive que l'Angleterre adopta les mesures qui résultèrent autre part du désir d'améliorer logiquement le régime de la répression pénale. Il fallut à l'Angleterre l'exigence d'inconvénients insurmontables à la persistance de son ancienne organisation pénale pour qu'elle sortît des habitudes antiques et donnât accès aux réformes dans la pénalité. Et l'on dira peut-être que c'est exactement le propre de l'Angleterre de ne pas se laisser dominer et guider par de vaines considérations théoriques, et qu'en cela réside sa supériorité sur les nations du continent. Mais le hasard malicieux veut précisément — et nous allons nous en rendre compte promptement — que l'expérience ait été fâcheuse parce qu'elle n'était point dirigée par une préoccupation scientifique et désintéressée. C'était le contraire qui se produisit en France ; et les termes mêmes par lesquels on désigna l'institution signifièrent cette différence. En effet,

l'expression française : libération préparatoire et conditionnelle indique une mesure transitoire, un régime intermédiaire entre la captivité pénitentiaire accomplie suivant les règles accoutumées et la liberté définitive. Elle prouve que le législateur français avait cédé à un souci d'amélioration normale par l'application à la pénalité de procédés plus perfectionnés et plus efficaces. Et l'évidence force les esprits les plus prévenus à constater que, cette fois au moins, l'avantage appartient à la France. Nous avons dit que l'histoire de la libération conditionnelle en France permet de constater une suite non interrompue de résultats heureux qui invitèrent tour à tour les législateurs à compléter la réforme partiellement commencée. En Angleterre, les résultats furent tout à fait différents. Ses essais furent hâtifs les déceptions furent promptes et profondes et il fallut toute la force de la nécessité pour qu'on maintînt l'institution et qu'on persévérât dans la recherche des améliorations complémentaires seules capables de produire le succès décisif.

On sait déjà quelles circonstances avaient amené l'obligation pour l'Angleterre de transformer son système pénal et de créer une institution tutélaire. Ses colonies regorgeaient de malfaiteurs superficiellement convertis qui, aussitôt rendus à la liberté totale, devenaient une plaie véritable pour leurs territoires. Elles refusaient de demeurer les exutoires de la métropole. L'Angleterre, contrainte subitement de garder les délinquants sur son sol, voulut du moins les garder avec le moins de danger possible et pour cela chercha en toute hâte les moyens d'assurer l'amendement des coupables. Il lui sembla que le procédé employé par les Gouverneurs coloniaux serait merveilleusement applicable chez elle. Et la libération conditionnelle naquit inopinément de cette nécessité et de cette condition.

En moins de temps qu'il n'en faut pour réfléchir fructueusement, on organisa le système. Il était nouveau ; on le tint

pour merveilleux. L'illusion fut de courte durée. Si les résultats parurent favorables jusqu'en l'année 1856, ils parurent déplorables ensuite, et l'on assista au désastre, à la débâcle des espérances que l'on avait fondées sur le fonctionnement de l'institution nouvelle. La libération conditionnelle était faite pour engendrer l'amendement des condamnés ; et après quelques années de tentatives, on en était réduit à constater l'accroissement considérable du nombre des mal-fauteurs.

Cet accroissement qui faillit entraîner la dépréciation de la libération conditionnelle était dû à plusieurs causes dont on aurait pu prévenir ou réprimer les effets si l'on avait fait une application logique de l'institution de la libération provisoire. Il était dû d'abord à l'accumulation sur toute la surface du territoire anglais des condamnés libérés, par suite du nombre comparativement peu élevé des délinquants qui avaient été déportés depuis 1853. Le Gouvernement anglais, pris au dépourvu par la situation que l'attitude de ses colonies lui avait créée soudain, n'avait pas su prévoir les effets fatals d'une réforme trop brusque et, au lieu de favoriser, de faciliter les transactions par une série de mesures opportunes, il avait transformé tout d'un coup et complètement ses institutions pénales et produit sur le territoire de l'Angleterre l'encombrement contre lequel avaient protesté les colonies.

Mais cet encombrement était dû en outre aux vices du système de répression en vigueur, et le principal de ces vices était la déplorable exécution donnée à la mesure des *tickets of leave*. En effet, si le bill de 1853 qui a établi les *tickets of leave* avait, s'inspirant en cela de sages considérations, stipulé des garanties suffisantes, encore fallait-il que, dans la pratique quotidienne on n'omit pas de respecter ces garanties. Or, à aucun moment le bill n'avait été ponctuellement exécuté en ce qui touche les conditions essentielles du système. Et en vérité

ce n'était pas un système que l'Angleterre possédait ; elle employait un expédient et elle l'employait mal.

Les mesures complémentaires de la libération conditionnelle et indispensables pour assurer son efficacité ; on devine quelles elles sont.

L'amendement des condamnés ! Mais on se contentait d'un examen superficiel des délinquants, et il suffisait des apparences de l'amendement pour que fût accordée la libération provisoire. Et c'étaient des fraudes incessantes de la part des détenus qui, par un constant effort de simulation et une hypocrisie infatigable, attiraient sur eux les regards bienveillants à l'excès de l'Administration pénitentiaire. La première condition, la condition strictement indispensable du fonctionnement de la libération conditionnelle n'était qu'insuffisamment respectée.

Le patronage des condamnés ! Mais l'effort des classes ou des personnes charitables se détournait encore de la catégorie des délinquants pour qui on éprouvait de la répulsion. Et, au sortir de la prison, les libérés provisoires, même animés des meilleures intentions du monde, se trouvaient rejetés sans soutien, sans auxiliaire dans la vie sociale ; ils étaient désarmés. Et rapidement ils se sentaient de nouveau tout disposés à chercher dans le crime les moyens de vivre. Si, du moins, ils avaient été sérieusement surveillés !

La surveillance des condamnés ! Il semble que cette nécessité n'ait pas besoin d'être exprimée et qu'elle soit implicitement comprise dans l'institution même de la libération conditionnelle dont elle est le complément naturel. Et pourtant l'Administration anglaise négligea d'assurer cette surveillance et voua dès lors les essais de réforme à un échec inévitable.

Échec fatal parce que, s'il était stipulé dans la loi, comme cela est trop juste, que les licences seraient révoquées en cas d'inconduite, c'est-à-dire que la mise en liberté conditionnelle du condamné ne demeurerait valable qu'autant qu'il continue-

rait d'être digne de sa libération anticipée, en réalité, on ne se souciait plus des délinquants qui avaient franchi avant l'heure la prison, et leurs mauvais instincts pouvaient aussitôt se déchaîner à loisir.

On le voit, tout manquait pour que les premières applications de la libération conditionnelle pussent réussir en Angleterre. Il ne fallait pas être surpris du redoublement de la criminalité.

Mais, depuis cette époque, l'organisation de la servitude pénale s'améliora, et les déboires qui avaient accompagné les premières tentatives ne se reproduisirent plus. L'Angleterre avait été victime de son imprévoyance. Elle avait appris à ses dépens que le domaine du droit criminel ne peut pas être seulement un champ d'expérimentations hâtives et incertaines, et qu'il y faut, pour accomplir les progrès, la fermeté des principes et l'élaboration lente des réformes.

CHAPITRE III

LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE EN IRLANDE

C'est tout près d'elle, c'est en Irlande que l'Angleterre pouvait le mieux trouver le modèle qu'il convenait qu'elle imitât. L'Irlande porta si loin les perfectionnements de son système pénal que l'on donna le nom de système irlandais à un ensemble d'institutions dont l'établissement procédait, en somme, des mêmes nécessités par lesquelles l'Angleterre avait été dominée, mais qui fut la conséquence de raisonnements précis et de tentatives raisonnées. Ce qui fit la faiblesse des innovations pénales de l'Angleterre, ce fut qu'elles n'étaient que des palliatifs à un mal subitement déclaré : ce qui fit la force des innovations pénales de l'Irlande, ce fut qu'elles étaient l'application systématique de tendances à l'amélioration, tendances réfléchies longuement.

Aussi bien, il manqua à l'Angleterre ce que l'Irlande eut la chance inestimable d'avoir, l'initiative courageuse et convaincue, éclairée et dévouée d'un homme qui appliquât son activité à la réforme des institutions pénales et ne négligeât rien pour acclimater les institutions nouvelles sur un territoire qui, au premier abord, pouvait être réfractaire. Sir Walter Crofton, dont le nom est inséparable du système pénal irlandais, assura l'unité aux réformes et dirigea leur application pour le plus grand bien de l'Irlande.

Le système irlandais était-il un système original ? Peut-être il n'avait pas, du moins, toute l'originalité que les criminalistes

lui attribuèrent généreusement par la suite. Il n'était que le développement naturel de la servitude pénale anglaise, il n'en était que l'application plus complète et plus adaptée à l'intérêt social comme à l'intérêt des délinquants eux-mêmes.

L'origine des deux systèmes est d'ailleurs semblable. Ils proviennent tous les deux du système appliqué dans les colonies. Mais si l'on considère les résultats, il n'est plus permis de continuer l'assimilation. Qu'on se réfère à cet égard à un témoignage local, on estimera sans doute que c'est un témoignage décisif. *La Revue d'Edimbourg* contient les lignes suivantes :

« En Irlande, la mise en pratique du système des *tickets of leave* peut être appelée un chef-d'œuvre de sagesse. En Angleterre, c'est une pure folie¹ ». Il faut constater aussitôt que cette sagesse, d'une part, et cette folie, d'autre part, résident dans l'esprit avec lequel furent appliquées les réformes, car les réformes elles-mêmes offrent de grandes analogies.

Dans l'un et dans l'autre système, l'application de la peine se divise en plusieurs périodes, division apparente en Angleterre, effective en Irlande.

Le régime pénitentiaire qui fut établi en Irlande à l'instigation et sous la direction de sir Walter Crofton, est un régime d'une sévérité décroissante suivant les diverses phases de l'amendement, et qui permet de juger des progrès réels de la régénération des coupables.

L'exécution de la peine comporte, en Irlande, quatre périodes.

La première est celle d'un emprisonnement cellulaire sérieusement expiatoire. Elle existe pareillement en Angleterre. Le séjour en cellule sera pour le condamné la période de réflexion préparatoire de l'amendement. Du moins, si le condamné ne

¹ *Edinburgh Review*, page 240, 1863.

paraît pas devoir être amendable, son isolement dans la cellule amortit ses haines anti-sociales et rend moins dangereuse sa réunion avec les autres délinquants.

En Irlande comme en Angleterre, la seconde est celle du travail collectif sous une discipline sévère. Ce n'est plus là une expiation proprement dite, et l'on commence à se préoccuper essentiellement de l'amélioration de l'individu coupable. Le travail auquel il se livre est conforme à ses aptitudes, à ses goûts. Il fait une sorte d'apprentissage, il peut déjà, s'il le veut, se procurer un moyen de reclassement.

Après cette période de travail en commun, l'Angleterre admet à la faveur de la liberté conditionnelle les délinquants qui paraissent les plus amendés. L'Irlande, au contraire, plus soucieuse de vérifier la réalité d'un amendement, qu'il est si facile de simuler, soumet les condamnés à une troisième épreuve : c'est l'épreuve des prisons intermédiaires. Voilà le seul élément particulier au système irlandais. Les prisons intermédiaires servent à préparer davantage le passage du prisonnier à l'état de liberté. Ces établissements sont, comme on l'a fort exactement dit « des filtres entre la prison et la liberté ». Leur organisation est calculée de telle sorte que le délinquant puisse sentir déjà les agréments d'une certaine liberté, et la désirer plus vivement dans sa plénitude ; mais de telle sorte aussi que son activité soit tout entière employée à un travail qui facilitera sa régénération totale par son prompt reclassement. Ainsi est activé l'amendement des condamnés.

Enfin la quatrième période appartenant aux deux systèmes à la fois est celle de la libération conditionnelle. Mais tandis qu'en Angleterre la libération anticipée fut une source de déboires, elle produisit en Irlande d'excellents résultats effectifs.

M. Garraud donne le secret de cette prodigieuse réussite. Dans l'application de la libération conditionnelle, telle qu'elle

a été faite tout d'abord par le système irlandais, il y a trois choses à remarquer :

1° Ce fait qu'un billet de congé révocable ne s'accorde qu'après que le détenu a été soumis à une série d'épreuves morales débutant par le système des marques (comptabilité morale ouverte au prisonnier) et continuant par le moyen d'un séjour dans la prison intermédiaire.

2° La transition graduelle et ménagée par laquelle à un degré relatif de liberté dans cette prison succède un degré à peu près complet de liberté par le relâchement conditionnel.

3° La garantie de la bonne conduite du condamné dans son état de liberté révocable assurée par la surveillance de la police et par la certitude absolue de la révocation en cas de plainte.

C'est ainsi que dans le système irlandais aucune condition n'était négligée pour que la libération conditionnelle ne fût pratiquement une amélioration réelle. Pourquoi tout était-il prévu, tout calculé en vue du résultat qu'il fallait atteindre ? Parce que, contrairement à l'Angleterre, l'Irlande ne cédait pas seulement à l'urgence de difficultés de fait, elle se souciait également d'accomplir un progrès, le progrès lui paraissant désirable pour lui-même. Par suite, l'Irlande cherche à réaliser les réformes en les accompagnant de toutes les mesures qui pouvaient rendre ces réformes efficaces. Ce furent des réformes logiques, rationnelles, auxquelles aucun élément indispensable ne faisait défaut.

On peut même dire que nulle part l'établissement de la libération conditionnelle ne fut entouré de précautions plus multipliées qu'en Irlande, et c'est pourquoi d'ailleurs cette institution y prit un nom spécial et reste aujourd'hui encore comme un élément inséparable de régime pénal que l'on nomme le système irlandais. Et cela soulève une controverse qu'il importe de ne pas omettre.

Certains criminalistes constatant que le système irlandais

avait entraîné des résultats extrêmement et particulièrement favorables ont attribué ces résultats au système considéré dans son ensemble et par suite ont vu dans la libération conditionnelle une mesure qui ne pouvait être profitable que jointe aux mesures préliminaires dont la série constitue précisément le système irlandais. Pour eux, la libération conditionnelle est la conséquence naturelle, directe des périodes d'épreuves successives et d'une rigueur de plus en plus atténuées, mais n'en est véritablement qu'un accessoire et est insusceptible d'être détachée d'elles. Certes, au point de vue théorique, la conception, encore qu'elle soit étroite, peut être défendable. Mais de là à prétendre interdire l'application de la libération conditionnelle seule, il y a loin. En effet, s'il est vrai que la libération conditionnelle a beaucoup plus de chances de produire l'amendement des coupables, si elle est précédée des épreuves irlandaises, il est incontestable du moins qu'elle peut par elle-même être profitable et l'exemple de la France fournit de son utilité et de son efficacité bienfaisante une preuve péremptoire.

En résumé, l'histoire des institutions pénales de la France et de l'Irlande justifie pareillement l'existence de deux sortes de libération conditionnelle. L'une, appropriée aux États restreints dont la population criminelle ne saurait jamais être excessivement nombreuse, c'est la libération conditionnelle, dernier terme du système irlandais. Là, des établissements spéciaux peuvent exister et prospérer, qui sont comme des hôpitaux pour les maladies morales où des soins incessants prodigués à chaque individu assurent leur guérison progressive et complète et empêchent la propagation de l'épidémie dans les milieux intacts, empêchant aussi sa reproduction dans les individus atteints. L'autre est seule possible dans les États considérables où la foule des criminels est trop multipliée pour que chaque individualité puisse être vraiment l'objet d'un traitement spécial.

On s'efforce alors de procurer toutes les possibilités générales d'amendement ; et la libération conditionnelle accordée après un examen préalable de l'individu est pour cela un des moyens les plus énergiques. Elle se suffit à elle-même ; elle agit indépendamment de toutes les mesures préliminaires ou complémentaires.

On ne peut soutenir l'opinion contraire sans dénoter un esprit d'exclusivisme blâmable.

Aussi bien les partisans absolus de l'unique système irlandais n'ont pu faire de prosélytes parmi les gouvernements civilisés et tous ont suivi le mouvement qui avait porté la France et l'Angleterre à créer dans leur système pénal l'institution de la libération conditionnelle.

CHAPITRE IV

LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE CHEZ LES AUTRES NATIONS EUROPÉENNES

Et c'est parmi les États européens comme dans les districts de l'Amérique du Nord une acceptation unanime de ce moyen d'amendement des condamnés. On l'accueille partout avec une confiance enthousiaste ou bien avec une lenteur réfléchie ; mais partout on considère que la libération anticipée des délinquants amendés est un progrès dans le système pénitentiaire. Et l'on vote des lois décisives.

Tantôt les gouvernements subissent l'impulsion que leur communiquent les théoriciens criminalistes, tantôt ils cèdent à l'urgence des nécessités pratiques. D'autres accomplissent la réforme simplement par esprit d'imitation. Mais partout la réforme revêt des caractères analogues et se présente avec une physionomie à peu près uniforme.

En Saxe, le baron Frantz de Holtzendorff se fait le promoteur de la libération conditionnelle avec une ardeur pareille à celle dont était animé en France Bonneville de Marsangy. Ses efforts aboutissent. Et la Saxe est une des premières nations allemandes qui adopta l'innovation donnant ainsi un exemple que les États allemands suivirent à peu près tous.

La Suède s'inspira des mêmes idées. C'est dans sa capitale que l'institution de la libération conditionnelle reçut pour la première fois la consécration de tous les jurisconsultes de l'Europe. Et c'est là un fait qui ne peut être négligé dans l'histoire des déve-

loppements de cette institution pénale, d'autant que les considérants du Congrès de Stockholm sont invoqués fréquemment. Donc, en 1878, le Congrès pénitentiaire international de Stockholm recommandait à l'attention des Gouvernements la libération conditionnelle comme n'étant pas contraire aux principes du droit pénal, comme ne portant aucune atteinte à la chose jugée, comme présentant des avantages aussi bien pour la société que pour les condamnés. On le voit, dans ces considérants se mêlent les préoccupations théoriques et pratiques et la conclusion des criminalistes est toute favorable à l'institution nouvelle.

Mais ces progrès s'accroissent et se généralisent. Le 1^{er} janvier 1882 la libération conditionnelle est importée en un pays toujours prompt à adopter les coutumes et les lois européennes. Le Japon inscrit dans ses lois pénales le principe de la libération conditionnelle.

Puis le mouvement se répand dans l'Europe entière. Les codes sont refondus et la libération conditionnelle s'introduit partout.

Les Pays-Bas l'adoptent en 1886 dans leur nouveau Code pénal qui admet l'emprisonnement cellulaire avec maximum de cinq ans et dont on a pu dire qu'il offre peut-être l'expression la plus avancée de la science du droit criminel.

La Belgique fait comme eux, et on peut s'étonner qu'elle ne les ait point précédés. En effet, l'idée de libération conditionnelle était ancienne en Belgique où elle avait été émise en 1775 par le comte Villain XIV qui fut le fondateur de la célèbre maison cellulaire de Gand. Dans le courant de notre siècle, la Belgique avait paru d'une autre manière préparer les voies à la libération conditionnelle en établissant que les réductions de peine accordées à titre de grâce ne seraient que conditionnelles, de façon à pouvoir être révoquées dès que le condamné aurait cessé de se bien conduire. Et, comme le fait remarquer

Bonneville de Marsangy avec une justesse presque excessive : « Après ces commutations révocables qui garantissent la bonne conduite ultérieure du détenu, il eût été logique d'adopter la libération révocable qui tend à éprouver l'amendement du condamné après une exonération conditionnelle d'une partie de la peine¹. » Ce progrès si logique, la Belgique hésita encore à l'accomplir en 1867 dans sa réforme du Code pénal. C'était une lacune très singulière, surtout dans un pays où le régime des prisons a été l'objet de perfectionnements remarquables. La loi du 31 mai 1888 l'a comblée, marquant ainsi un progrès de plus des idées novatrices.

En Italie, il ne manque jamais de savants pour s'enthousiasmer pour toutes les innovations quelles qu'elles puissent être et pour analyser leur mérite avec abondance. La libération conditionnelle devait donc nécessairement trouver des partisans nombreux et capables d'écrire beaucoup sur son compte. Elle triompha. Inscrite dans les différents projets qui se sont succédé depuis 1863, elle fut l'objet des articles 16 et 17 du Code pénal du 30 juin 1889.

Et si l'on voulait continuer une énumération qui, telle quelle, est suffisamment caractéristique et probante, il faudrait signaler encore la Suisse, l'Australie, la Hongrie, les États d'Allemagne, la Croatie, la Norvège, la plupart des États de l'Amérique du Nord comme ayant organisé aussi la libération conditionnelle d'une façon complète.

L'innovation pénitentiaire qui, au début de notre siècle n'avait fait que de rares apparitions dans les controverses de jurisconsultes ou de criminalistes, a donc, depuis lors, accompli le tour du monde. Elle présente toutes les garanties d'un long avenir, car en même temps qu'elle était mise en pratique, sa doctrine s'affermissait. La libération conditionnelle occupe

¹ Bonneville, *Amélioration de la loi criminelle*, tome II.

une place logique dans les principes du droit pénal, et c'est pourquoi elle n'a rien à redouter des transformations qui atteignent tôt ou tard toutes les institutions. En dépit des différences d'application, elle est partout la même, car partout elle vise un double but : protéger la société et amender les coupables. Ses avantages ne peuvent être contestés, et l'empressement de toutes les nations pour elle, empressement calculé, est la meilleure preuve que la libération conditionnelle durera.

Ce n'est plus aujourd'hui une institution locale ou bien nationale : c'est une constitution universelle. Et partout on la retrouve avec les mêmes caractères.

Son organisation dans presque tous les codes est uniforme. A cet égard, la France seule a montré quelque originalité et elle aurait pu sans inconvénient se garder de cette originalité superflue.

En effet, tandis que chez la plupart de nos voisins la mise en liberté conditionnelle est prononcée par le Ministre de la Justice et révoquée par les tribunaux judiciaires, chez nous la loi du 14 août 1885 confère au Ministre de l'intérieur le pouvoir exclusif d'accorder et de révoquer la libération provisoire. Et on sait à quel point cela peut être fâcheux.

D'autre part, sauf en Belgique, le délai minimum de détention au bout duquel la libération peut être accordée est beaucoup plus long dans tous les pays qu'en France.

Mais en dépit de ces différences accessoires, on ne saurait méconnaître que l'établissement de la libération conditionnelle n'ait été dans l'histoire pénitentiaire de tous les États comme un des phénomènes les plus intéressants par la similitude des raisonnements théoriques et des circonstances pratiques qui le préparèrent.

Pour qu'un accord aussi unanime puisse s'établir, il faut que l'institution de la libération conditionnelle corresponde à

un ensemble de tendances très réfléchies. Et il faut que non seulement la libération conditionnelle soit justifiable en elle-même, mais encore qu'elle s'harmonise avec le système général de la pénalité.

QUATRIÈME PARTIE

JUSTIFICATION DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Il importe, à plusieurs points de vue, d'établir une discussion aussi rigoureuse que possible sur le système des peines appliqué présentement en France, comme aussi bien dans tous les pays civilisés, et de se demander si philosophiquement, donc juridiquement — car les deux domaines ne sont point séparés — ce système existant peut être justifié sans hésitation comme sans incertitude. Cela importe pour rassurer les esprits contre les tentatives hardies et peut-être téméraires des partisans du système novateur des sentences indéterminées; mais cela importe d'abord pour ce motif qui dispense d'en fournir d'autres, c'est à savoir que, dans un pays fondé sur le gouvernement du suffrage universel, chaque partie de l'organisation politique et sociale doit être explicable et indiscutable rationnellement.

Or donc, le système actuel des peines complété par l'existence de la libération conditionnelle, est-il justifiable, est-il satisfaisant philosophiquement?

Au premier abord — et l'exposition détaillée que nous avons faite l'a peut-être suffisamment prouvé — ce système est simple; il est net. Et ce n'est pas de tous les systèmes qu'on pourrait en dire autant. Voici : la loi prévoit pour chaque

infraction une peine approximative qu'elle limite par l'établissement préalable d'un maximum et d'un minimum. Le juge est chargé de faire l'application spéciale, pour chaque délinquant, de la loi, et d'infliger à chacun une peine qu'il détermine précisément. Peine précise, disons-nous, peine à durée normale, à durée fixe. Mais l'institution de la libération conditionnelle atténue la rigidité de la sentence du juge. Grâce à la libération conditionnelle, la peine est susceptible d'une réduction, d'une réduction exceptionnelle à vrai dire, mais possible pour tous. La mesure judiciaire de la peine n'est plus stricte; elle n'est plus immuable. Il semble donc que le système pénal, tel qu'il existe actuellement chez nous, contienne à la fois assez de rigueur et suffisamment d'indulgence pour que l'intérêt de la société et l'intérêt des délinquants soient garantis tous les deux.

Qu'en est-il, à cet égard, dans la réalité?

CHAPITRE PREMIER

JUSTIFICATION PHILOSOPHIQUE

Il faut le constater ; les hommes de tous les temps qui ont réfléchi sur la nature des peines ont émis des considérations générales où l'on peut aisément découvrir une justification de notre système pénal perfectionné par le fonctionnement correct de la libération conditionnelle. Cette constatation est bien rassurante.

Certes, l'époque où vivait Bentham avait relativement aux peines et aux délinquants des conceptions bien différentes encore des conceptions contemporaines. Et cependant lisez, je vous prie, cette phrase qu'on a citée si fréquemment : « Un criminel, après avoir subi sa peine dans les prisons, ne doit pas être rendu à la liberté sans précaution et sans épreuve ; le faire passer subitement d'un état de surveillance et de captivité à une liberté illimitée, l'abandonner à toutes les tentatives de l'isolement, de la misère et d'une convoitise aiguisée par de longues privations, c'est un trait d'insouciance et d'inhumanité qui devrait enfin exciter l'attention des législateurs¹. » Qu'est-ce à dire et que faut-il en conclure ? On a le droit vraiment de considérer Bentham comme un des promoteurs de la libération conditionnelle.

¹ Bentham, *Des peines et des récompenses*.

Et plus près de nous, lorsque le champion si convaincu de cette institution pénale, Bonneville de Marsangy, s'appliquait à prouver que la libération anticipée était capable seule d'assurer l'amendement des condamnés, il employait des termes que tous les hommes qui se proposent le retour au bien des délinquants pouvaient employer également. Ceux-ci : « Lorsqu'en vue de l'amendement le juge détermine la mesure de la peine, il le fait nécessairement par un calcul approximatif dont l'expérience expiatoire peut seule vérifier l'exactitude. Aussi n'est-il pas douteux que si le juge pouvait à l'avance connaître les résultats de l'expiation envers chaque condamné, il ne fixât toujours le taux de la peine juste à la mesure rigoureusement nécessaire pour opérer la réforme complète du coupable¹. » La seule conclusion permise dans l'état de notre civilisation est qu'il convient de permettre la libération anticipée des délinquants ; c'est la conclusion qui sera formulée par tout le monde.

Elle l'est par les esprits les plus divers et les plus ondoyants ; elle l'est par M. Tarde lui-même, dont l'éclectisme en toutes les matières est si infatigable, qu'on peut rarement invoquer son opinion avec beaucoup de confiance. On peut néanmoins l'invoquer ici, car il qualifie la libération conditionnelle « idée neuve et féconde » et, déclare-t-il en fin de compte, « la prison conçue comme initiation à la liberté : telle est la notion nouvelle paradoxale en apparence, qui est en train de faire son chemin dans le monde, mais surtout sous la forme de la libération conditionnelle² ». M. Tarde paraît ne vouloir faire ici que des constatations de fait, mais elles sont favorables à la théorie même de l'institution qui nous occupe ; et cela est précieux.

¹ Bonneville, *De l'amélioration de la loi criminelle*, tome I.

² Tarde, *Philosophie pénale*.

Bref, l'accord de tous les criminalistes, jusqu'à une époque très rapprochée de l'époque présente, n'est guère discutable. Consciemment ou inconsciemment, ils tendent tous à l'instauration de la libération conditionnelle. Contre cette évidence, les efforts accomplis récemment par les partisans de l'idée jeune des sentences indéterminées ne sauraient prévaloir.

CHAPITRE II

JUSTIFICATION JURIDIQUE

D'ailleurs, la libération conditionnelle peut être justifiée juridiquement par des arguments décisifs.

Aux regards d'un grand nombre de théoriciens, la libération conditionnelle semble un complément indispensable du système pénitentiaire, une institution d'humanité qui s'ajoute forcément aux institutions de justice. Ils disent en effet que le but à atteindre par le châtement est la réforme du coupable, et, par conséquent, si, dès l'époque du jugement, les magistrats pouvaient fixer l'espace de temps nécessaire pour l'expiation utile, ils prononceraient des peines exactement mesurées. La libération conditionnelle corrige les effets de l'impossibilité où se trouvent les juges. Elle est plus qu'une création utile ; on ne peut s'en passer. Voilà sans doute raisonner fort bien. Mais il n'est pas unanimement accepté que la peine doive avoir pour but l'amendement du coupable.

Rien n'empêche du moins que la libération conditionnelle ne soit admise. Il est effectivement certain que, tout d'abord, la libération conditionnelle n'a été utilisée qu'accessoirement pour l'amendement des malfaiteurs « en leur présentant l'abréviation de leur peine dans le sens d'une modification de cette peine, s'approchant d'un état de liberté comme pouvant être le résultat d'un retour sincère vers le bien ¹ ». Mais réellement la

¹ Garraud, *Traité de droit criminel*.

libération conditionnelle est un mode d'exécution de la peine prononcée. La détermination de la durée de la peine par le juge demeure efficace. La peine subsiste jusqu'à l'expiration intégrale du temps fixé. Le condamné reste sous le poids de la répression pénale, *sub pœna*¹. Cette argumentation incontestable détruit, par avance, les objections de ceux qui prétendent que la libération conditionnelle porte atteinte à l'autorité de la chose jugée. La chose jugée reste chose jugée. Le jugement ne perd rien de sa forme, ses effets subsistent légalement.

Et c'est ainsi que l'institution de la libération conditionnelle est au point de vue juridique absolument justifiée.

¹ Garraud, *Traité de droit criminel*.

CHAPITRE III

JUSTIFICATION AU POINT DE VUE LOGIQUE ET AU POINT DE VUE PRATIQUE

Mais, en vérité, quelle que soit l'opinion que l'on professe sur la nature des peines et sur leur but, il n'est pas interdit de prétendre que le système actuel des peines préfixes avec la libération conditionnelle pour complément et pour perfectionnement ne soit, tout en même temps, le plus logique et le plus pratique.

Assurément, de nos jours où la discussion s'est propagée partout, elle n'a pas pu ne pas envahir le domaine considérable de la criminalogie. Elle l'a envahi, mais elle a fait plus encore, car elle a entraîné à sa suite l'imagination, l'invention. Et l'on a vu soudain surgir de beaux systèmes qui témoignaient chez leurs auteurs une grande facilité de création, mais peut-être un sens médiocre des difficultés d'application.

D'ailleurs, ces systèmes, entourés pour la plupart de tant de considérations philosophiques et autres qu'on a bien quelque peine à les distinguer nettement parmi tout cet entourage, sont-ils aussi neufs et aussi originaux qu'il plairait à leurs auteurs qu'ils le fussent ? En tout cas, il n'est pas arbitraire de dire qu'ils peuvent tous se résumer en cette idée que la pénalité doit être avant tout, par dessus tout, « sanitaire », une pénalité qui, pour employer le langage un peu particulier de M. Tarde, sera sanitaire, « soit qu'il s'agisse d'éliminer de l'or-

ganisme social des éléments inassimilables, des corps étrangers, soit qu'il s'agisse de guérir le désordre mental et moral des malades qualifiés malfaiteurs¹ ». Telle est la conclusion à laquelle aboutit M. Tarde après un abondant et perspicace examen de l'évolution des peines. Et l'on voit bien que d'après cet auteur, dont l'autorité assurément n'est pas négligeable, les tendances doctrinales de la criminalogie contemporaine concernant le but de la peine et sa raison d'être, se réduisent en définitive à deux conceptions d'une précision suffisante. Ici, on décide que la peine doit avoir pour but la défense sociale, donc être fondée sur l'intérêt social. Là, on déclare que la peine a principalement et peut-être exclusivement pour but l'amendement du coupable.

Et les partisans de ces deux doctrines croient soutenir des idées très différentes, des idées inconciliables, et de cette conviction ils tirent une certaine fierté qu'ils expriment sans qu'on les en prie. Il n'est pas urgent de démontrer que leur antagonisme est tout superficiel et que, si des montagnes les séparent les uns des autres, ces obstacles sont aisément franchissables. Il importe seulement de démontrer que l'une et l'autre doctrine peuvent, sans se compromettre, faire bon accueil à l'institution de la libération conditionnelle.

Il est un principe sur lequel s'accordent tous les criminalistes si philosophes qu'ils puissent être. C'est ce principe extrêmement simple, trop simple pour être discuté : la peine doit être adaptée à son but.

Mais qu'on ne se hâte pas de se réjouir de ce merveilleux accord, car les débats s'ouvriront à peine la question posée. Toutefois les faits et les nécessités sociales parlent trop clairement et d'une façon trop impérative pour que l'on ne soit pas unanime à reconnaître que la nécessité la plus immédiate qui

¹ Tarde, *Philosophie pénale*.

soit consiste dans la diminution des délits. Diminuer les délits, voilà donc le but indispensable de la peine. Que ce but soit visé directement ou indirectement, cela n'est pas indifférent sans doute, mais cela n'offre qu'une importance secondaire. Il est du moins essentiel què ce but soit atteint.

On se demande alors comment ce but peut être atteint, quels sont les moyens de l'atteindre ; et aussitôt les systèmes les plus divers sont engendrés, systèmes dont nous avons dit qu'ils se réduisent véritablement à deux.

Les criminalistes qui veulent que la peine ait pour but la défense sociale, n'emploient pas pour défendre leur opinion une argumentation sinueuse. Ils disent que la peine ait pour but immédiat la diminution des délits : cela est trop naturel, cela est naturel parce que l'intérêt de tous exige que les délits s'accomplissent en nombre de plus en plus restreint. Le but de la peine est donc de sauvegarder l'intérêt de tous, de défendre l'intérêt social. Cette argumentation est simple.

M. Tarde, dont l'esprit ingénieux a des ressources infinies, ne parvient pas cependant à la compliquer. Assurément, il ne la dénature pas. Il se demande pourquoi la légitimité de la peine s'appuierait sur l'utilité générale plutôt que sur la volonté générale. Cette interrogation est un point de départ pour de beaux raisonnements. Il est convenable de citer les termes mêmes qu'il emploie : « En fait, ce but donné à la peine, la diminution des délits, implique la conformité de la peine à l'opinion plus qu'à l'intérêt de la majorité. Car, n'est-ce pas l'opinion exprimée par le législateur qui a imprimé à telles actions plutôt qu'aux autres un caractère délictueux et mesuré le degré de leur délictuosité relative ? » Quoi qu'il en soit, effectivement on peut considérer comme superflu que les partisans de cette doctrine s'accordent entre eux. Et des contradictions plus apparentes que réelles, qui peuvent exister dans ce premier groupe de théoriciens, il est interdit d'affirmer que

l'institution de la libération conditionnelle n'est point justifiable dans leur doctrine de l'intérêt social ou de la volonté sociale. On peut même dire qu'elle en est la conséquence plus ou moins éloignée, mais nécessaire. En effet, si, d'une part, l'intérêt social exige que telle peine soit infligée à l'individu coupable de tel crime, il s'accommode néanmoins des différences qui existent entre les degrés de vice des délinquants et il pourra fort bien se satisfaire si un délinquant, avant l'expiration normale de la peine légalement et judiciairement déterminée, est redevenu capable de vivre dans la société une vie régulière et socialement utile. Donc, la doctrine de la diminution des délits par la peine en vue de l'intérêt social n'est point si éloignée de la doctrine de l'amendement du coupable par le châtimement; assurément elle ne lui est point contraire. Elle tolère donc l'existence de la libération conditionnelle. Mais si l'on pense que la volonté générale, l'opinion, légitiment la peine, ce n'est pas une raison pour exclure la libération conditionnelle, loin de là. En effet, la volonté réfléchie de la majorité ne peut vouloir maintenir sous le coup de la peine un délinquant dont l'esprit a cessé de désirer l'accomplissement d'actes antisociaux, dont l'activité par conséquent rendue aussitôt à son exercice régulier et libre peut de nouveau produire des résultats utiles à la société. En ce système donc, la condamnation prononcée par le juge en vertu du texte de la loi, ne saurait être absolue et rigide; il est admissible, il est logique qu'elle soit atténuée suivant les cas par la libération anticipée. Et d'ailleurs — tant il est vrai que les systèmes émis sur le but de la peine ne sont hostiles que dans l'imagination des savants qui les soutiennent — les champions de l'idée de « la peine en conformité avec la volonté générale » s'abandonnent à faire des projets où le châtimement du coupable en même temps qu'il dédommagerait sa victime, améliorerait le coupable lui-même. Et M. Tarde qui, en cela, s'inspire de

Garofalo, voudrait que les peines privatives de liberté ne fussent que des moyens de garantir à la société ou plus particulièrement à l'individu lésé le paiement par le délinquant d'une compensation, d'une réparation pécuniaire. « Le délinquant condamné à la prison y restera jusqu'à ce que, par son travail, il ait économisé une somme d'argent déterminée, jugée propre à désintéresser sa victime. L'emprisonnement ne sera plus que l'accessoire et la condition de ce paiement converti de la sorte en peine principale. » L'établissement de ce genre de peine n'est-il pas pratiquement impossible, nous y souscrivons volontiers ; mais en attendant, il sied d'avouer que, si c'est là un moyen efficace de sauvegarder l'intérêt social, en ce qu'il a de plus précis et de plus saisissable, il contribuera énergiquement à l'amendement du coupable en l'appliquant à un travail où son intérêt personnel sera directement engagé. Par conséquent, ce système rend possible et presque obligatoire la libération conditionnelle.

Mais aujourd'hui les contestations sur le but de la peine se font de plus en plus rares. On reconnaît d'une façon à peu près universelle que la peine doit avoir pour but la diminution des délits par l'amendement du coupable. Cette conception s'est accentuée de nos jours. Elle a gagné en netteté comme en force. Mais peut-être n'est-elle pas si nouvelle qu'on est enclin à le croire. Ce ne sont pas les criminalistes contemporains qui l'ont inventée. On peut dire qu'elle existait en puissance dans la conception précédente. Et c'est du moins une constatation singulière que tout le monde peut faire après et avec M. Tarde que les institutions multiples dont se servent les partisans de l'amendement du coupable, existaient déjà et florissaient même avant que cette doctrine n'eût pris les développements qu'elle a légitimement acquis, surtout dans la seconde partie de ce siècle. « Que sont tant de colonies pénitenciaires, tant de prisons cellulaires, tant de sociétés de patronage, tant de plans

et de projets coûteux tour à tour essayés dans presque tous les États civilisés en vue de résoudre les questions pénales, si ce n'est, comme le dit très bien M. Prins, l'organisation d'une sorte de socialisme d'Etat au profit des délinquants et non pas seulement au profit de la société? » Ainsi l'intérêt social et les exigences de l'amendement des coupables se satisfont par les mêmes procédés. Autant dire que les deux doctrines ne sont pas opposées. Ce sont deux doctrines complémentaires. La peine, en réalité, a un double but : sauvegarder la société, amender le coupable. L'un de ces buts est accessoire, l'autre est principal. Maintenant on veut principalement amender le coupable. Dès lors, il n'est pas besoin d'une discussion bien profonde pour conclure que, s'il est nécessaire de prononcer le châtiment du coupable suivant une échelle de fortes peines déterminées *a priori*, il est indispensable de laisser à l'autorité chargée de surveiller l'exécution de la peine une certaine latitude, de permettre du moins que la peine ne soit pas uniformément accomplie par tous les délinquants et que sa durée soit proportionnelle à la rapidité de l'amendement du condamné. Qui veut l'amendement par la peine veut donc la libération conditionnelle.

CHAPITRE IV

CONCLUSION : LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE EST LE MEILLEUR COMPLÉMENT DU SYSTÈME PÉNAL FRANÇAIS

En effet, l'établissement de la libération conditionnelle est, en quelque sorte, la conséquence naturelle des tendances marquées de tous les côtés pour assurer par les châtiments soit la sauvegarde de l'intérêt social, soit l'amendement des coupables. N'est-elle pas en réalité la seule institution qui puisse véritablement compléter et, dans la mesure où cela est souhaitable, corriger le système existant des peines ?

Ce système, on sait en quoi il consiste et on n'ignore pas non plus les incessantes et multiples critiques qui lui sont adressées et dont on pense l'accabler.

On s'est efforcé bien des fois de ruiner par de solides discussions théoriques notre système pénal qui persiste quand même. Toutes ces tentatives ont abouti incontestablement à engendrer peu à peu les perfectionnements les plus récents qui furent apportées au système. Et parmi ces perfectionnements, le principal est, à coup sûr, la libération conditionnelle. C'est le plus normal et le plus décisif. Il sauve le système en transformant presque son esprit.

Si l'on veut résumer avec précision les arguments que cachent et qu'affaiblissent parfois les railleries multipliées à l'adresse de nos codes, où l'on trouve établie par avance une immuable proportion entre le chiffre des amendes ou des mois

de prison et la gravité supposée des délits, on est contraint de citer une fois encore la phrase si souvent citée d'Holtzendorff : « La loi, dit celui-ci, ne semble avoir eu égard qu'à une certaine symétrie de chiffres ou plutôt à une esthétique arithmétique de la pénalité, combinée avec des précautions pour éviter le point où le sens commun recevrait l'impression de l'injustice de la peine. » Juste ou injuste, cette critique offre l'avantage de déterminer avec exactitude la préoccupation qui a dû dominer les législateurs dans la fixation générale des peines et les juges dans les applications particulières qu'ils en font quotidiennement. Il apparaît indispensable que la peine ne satisfasse pas simplement, je ne sais quelle justice idéale ou préétablie, dont les exigences, pour être impératives, ne manquent pas moins de la netteté désirable ; il est essentiel que la peine satisfasse encore l'opinion des concitoyens du délinquant à l'action delictueuse duquel est faite l'application spéciale de la peine préexistante. Or, pour que l'opinion publique n'ait ni occasion ni prétexte de se montrer mécontente, il faut que, dans tous les cas, la proportionnalité du châtement au délit apparaisse très clairement. Mais s'il est vrai, et on n'en peut sérieusement douter, que l'opinion publique soit malhabile à discerner la culpabilité intrinsèque de tel ou tel acte répréhensible, il est certain, au contraire, qu'elle se rend nettement compte de la culpabilité de l'individu auteur de l'acte.

Et c'est un penchant naturel de la foule d'aller au delà des prévisions mathématiques établies par la loi grâce à des calculs qui reposent sur des abstractions morales, et de mesurer le degré de culpabilité sur l'intention du coupable. Admettant donc, acceptant les prévisions légales, l'opinion publique est fort encline, au surplus, à décider que la faute est plus ou moins grave suivant l'individu qui l'a commise et à exiger finalement que la prononciation de la peine se fasse beaucoup en considération du malfaiteur lui-même.

Les exigences de l'opinion publique peuvent-elles être respectées dans le système des peines préfixes ? Dans la plupart des cas elles le peuvent sans doute, mais non pas dans tous les cas. Et il existe rarement une certitude complète que ces exigences ont été absolument respectées. Certes, les tribunaux s'efforcent perpétuellement, à chaque jugement qu'ils prononcent, de régler le taux de la peine d'après le degré de dépravation qu'ils constatent chez le délinquant. Et rien n'est plus louable que cet effort. Mais que cet effort est incertain et combien insaisissables sont les résultats qu'il entraîne. Et cette insuffisance de l'effort des juges est malheureusement fatale et irrémédiable. En effet, la multiplicité des affaires criminelles qui sont soumises à leurs examens les empêche d'apporter à chacune d'elles le soin particulier qu'elle pourrait demander. Les juges examinent à la hâte ; ils jugent à la hâte. Puis leur premier regard se porte nécessairement sur la nature de l'acte accompli ; et par là s'opère dans leur esprit le premier classement souvent définitif d'après lequel le jugement des coupables sera prononcé. Et comment pourraient-ils, au surplus, connaître les délinquants eux-mêmes, alors que les dossiers qui les concernent relatent la plupart du temps d'une façon sommaire et entièrement dépourvue de précision, leurs antécédents ? Bref, les difficultés sont insurmontables à ce que les juges prononcent des peines réellement proportionnées à la culpabilité personnelle des délinquants ; et c'est en l'état nécessaire des choses une garantie de justice approximative que l'existence d'une échelle de peines déterminées *a priori*.

C'est pourquoi la libération conditionnelle apparaît comme un correctif merveilleux de l'impossibilité pratique que nous constatons. Et puisque dans le régime pénal de notre société l'examen détaillé et définitif de chaque délinquant est impossible au moment où il est amené devant la justice, la libération conditionnelle est, pour ce fait seul, et indépendam-

ment de toutes les autres considérations qui la justifient, indispensable.

*
* *

Indispensable, parce qu'une fois la peine prononcée d'après le délit, elle permet de mesurer la peine d'une façon concrète d'après le délinquant. Elle complète l'œuvre de justice et la rend inattaquable.

Aussi bien ses avantages sont nombreux ; ils sont divers. Et grâce à la libération conditionnelle, les théories différentes du but de la peine ont toutes ensemble une application, car l'intérêt général est défendu et l'amendement des coupables est facilité.

D'abord, au point de vue répressif, la libération conditionnelle produit des effets très utiles. Elle engage les tribunaux à prononcer des peines plus sévères puisqu'elle laisse au condamné la faculté d'atténuer sa peine par sa bonne conduite ultérieure pendant la durée de l'emprisonnement. Et sans doute, il est exact de dire comme l'ont fait tous les criminalistes que l'adoucissement des peines a été consécutif aux progrès de la civilisation. Mais qu'on se garde de tirer de cette constatation légitime des conséquences paradoxales, et c'est ce que n'ont pas fait tous les criminalistes. Que les peines se dégagent de plus en plus de la barbarie et de la rigueur d'autrefois : voilà un véritable effet de la civilisation. Mais il importe de distinguer la sévérité des peines de la rigueur des châtiments. Ce ne sont point les mêmes choses. Une peine sévère produit sur les coupables et sur le milieu social un effet d'intimidation profitable qui n'est point associé à la rigueur excessive de l'exécution des peines.

Si les peines ne sont pas sévères la justice est relâchée. Danger funeste qui est plus aisément évitable avec l'aide de la

libération conditionnelle, sorte d'adoucissement à la peine, qui dépend des seuls condamnés.

Il est naturel aussi que les circonstances atténuantes soient moins fréquentes; car on sait que, par elles, la justice répressive est surtout énervée. Enfin, dans le même ordre d'idées, le fonctionnement de la libération conditionnelle incite les juges à manifester une sévérité plus grande contre les récidivistes qui, par leur dédain des occasions d'amendement qui leur sont offertes, perdent toute excuse et cessent de mériter l'indulgence.

Et de toutes ces façons, il apparaît que l'intérêt social est efficacement protégé par la peine. Si donc cette protection est le but de la peine, ce but est atteint.

Il est atteint pareillement si le but de la peine est principalement l'amendement des coupables.

Effectivement la libération conditionnelle comble les désirs intimes des condamnés. Quel est le vœu le plus ardent d'un délinquant emprisonné, c'est de quitter promptement la prison. La libération conditionnelle lui donne les moyens de hâter l'heure de sa délivrance; elle est donc pour lui un puissant et continu encouragement au repentir, puisqu'elle lui offre l'appât irrésistible d'une mise en liberté qui dépend en grande partie de la promptitude et de la sincérité de sa réformation. Elle imprime donc à l'expiation pénale un caractère régénérateur.

Et cette régénération du condamné repentant et conditionnellement libéré se complétera et se perpétuera aisément parce que sa libération anticipée est pour lui une bonne note qui facilitera son reclassement dans la société. Or le reclassement est indispensable pour que la réformation du condamné soit persévérante.

En effet, la cause principale des rechutes des délinquants libérés vient de la répulsion naturelle qu'ils inspirent à la majorité des gens, et des obstacles que cette répulsion suscite devant eux lorsqu'ils cherchent à se procurer par le travail

une garantie contre la misère, origine des délits et des crimes. La libération anticipée est un témoignage authentique de l'amendement; elle diminue la répulsion que le délinquant inspire.

Elle peut la supprimer, si l'on considère que le libéré conditionnel, étant à la moindre faute sous le coup d'une réincarcération immédiate, est fortement engagé par là à avoir une conduite régulière, exemplaire. On ne peut donc avoir contre eux beaucoup de crainte ni beaucoup de défiance. Puis, au jour de l'expiration définitive de sa peine, le libéré conditionnel a déjà accompli les premiers efforts de reclassement.

A cette époque, rien ne s'oppose donc à ce qu'il soit amendé complètement. Par la libération conditionnelle, le membre jadis nuisible de la société redevient un citoyen utile.

Mais quelques autres avantages, de moindre importance mais non négligeables, sont encore à considérer.

Il n'est pas douteux qu'au point de vue pénitentiaire, la libération conditionnelle ne contribue à raffermir l'ordre et la discipline dans les prisons. Et c'est un petit fait sans doute, mais il n'est pas sans valeur.

Il est juste d'ajouter que la libération anticipée des condamnés les meilleurs décharge les prisons d'une partie de leurs habitants qui les encombrent et allège un peu le budget de l'Etat, pour le plus grand intérêt des condamnés repentants, et de la société elle-même.

Mais à quoi bon multiplier des considérations de cet ordre? N'est-il pas établi que la libération conditionnelle est le meilleur complément de notre système pénal. Une pratique séculaire a accoutumé l'opinion publique de France et le corps des magistrats au système un peu rigide des peines préfixes. Ce système n'est point injuste en lui-même, pourvu que l'on apporte en son application cette dextérité qu'engendre l'habitude réfléchie des magistrats. Or, la libération conditionnelle

est une innovation sage qui correspond à toutes les tendances exprimées depuis près d'un siècle. Elle ne transforme pas le système existant dont l'opinion générale, à laquelle on se réfère toujours en définitive — que ce soit consciemment ou inconsciemment — dont l'opinion générale, dis-je, ne pourrait du jour au lendemain se désaccoutumer. Mais elle le modifie en ce qu'elle diminue son inflexibilité dangereuse, et en ce que, laissant pour premier point de départ du châtiment la considération un peu arbitraire de l'acte répréhensible, elle accorde à l'individu qui a commis la faute, une possibilité de régénération par ses propres forces.

Voyant la faute et voyant le coupable, elle prévoit le repentir. Que peut-on désirer autre chose ?

Notre système pénal complété par la libération conditionnelle est donc logique et normal et pratique. Il est adapté aux besoins de notre civilisation.

*
* *

Et cependant, de toutes parts surgissent des critiques formelles et véhémentes, et qui ne tendent à rien moins qu'à démontrer péremptoirement que nos méthodes de répression sont radicalement vicieuses. Le mécanisme actuel pour la détermination des peines et pour leur application est intégralement attaqué. Et l'on prétend que la société n'accomplit pas vraiment son œuvre de justice répressive.

Le Code d'abord est pris à partie. On s'étonne et l'on s'irrite de ce que, pour chaque espèce de délits, le Code prédétermine la peine entre un maximum et un minimum, comme si l'acte délictueux pouvait être ainsi apprécié par avance d'une façon abstraite. Tel étant le thème, les criminalistes se répandent en de multiples variations plaintives.

Et ils se lamentent aussi du pouvoir d'appréciation du

juge. En effet, pour paraître appuyé sur des considérations concrètes, le jugement n'en est pas moins prononcé sans la précision convenable. Bref, les juges ne peuvent se livrer qu'à un examen superficiel du délinquant; ils ne peuvent connaître suffisamment l'individu pour le juger, le condamner. Le hasard préside à leurs décisions. Et cela est intolérable.

D'autant plus que l'exécution des peines subit les fâcheuses conséquences de ces incertitudes primordiales. S'il est vrai, comme le dit Lévêillé, que « l'objet de l'art pénitentiaire est l'application intelligente de la peine », il est encore plus vrai que cette application intelligente est impossible dans notre système pénal. Car les conditions dans lesquelles la peine est calculée, puis appliquée, détruisent toute son efficacité souhaitable.

Voilà les objections formulées sans cesse contre le système pénal existant, et on renonce à vouloir y apporter des perfectionnements. On affirme que toutes les institutions récentes, l'organisation du régime cellulaire, la libération conditionnelle et le patronage sont d'insuffisants palliatifs à des maux irrémédiables. Et les philosophes, les penseurs, les théoriciens, les praticiens qui se plaisent à ces critiques instantes et vives, affirment qu'il faut chercher ailleurs le remède immédiatement nécessaire. Et ce remède merveilleux qu'ils préconisent est le système de l'indétermination des peines.

C'est là le système vraiment novateur, le seul bon, le seul efficace auquel la libération conditionnelle serait tout à fait indigne, s'il fallait absolument les croire, d'être comparée.

CINQUIÈME PARTIE

LE SYSTÈME DES PEINES INDÉTERMINÉES

Sentences indéterminées, peines indéterminées : la force que s'attribuent les novateurs intransigeants réside peut-être dans le vague de ces expressions. Mais en vérité ces expressions sont-elles bien claires, et l'idée qu'elles renferment est-elle d'une satisfaisante précision ? En un mot, le système qu'ils proposent en remplacement de notre système pénal est-il autre chose et plus qu'un ensemble de généreuses aspirations superficiellement systématisées par des mots d'apparence scientifique ? Il est bon de s'en instruire, et pour cela de rechercher les définitions que l'on donne de la sentence indéterminée, ses origines théoriques ou pratiques, d'étudier sa nature, ses caractères, ses effets. Cette recherche et cette étude ne peuvent se poursuivre sans qu'on établisse implicitement ou explicitement un constant parallèle entre l'institution de la libération conditionnelle et le système novateur. Et ce parallèle ne peut que fournir des données exactes et définitives sur la valeur propre des deux systèmes, sur leurs avantages comme sur leurs inconvénients.

CHAPITRE PREMIER

PEUT-ON DÉFINIR LA SENTENCE INDÉTERMINÉE

Au premier abord, ce paraît être un travail enfantin que de définir la sentence indéterminée.

Certes, la sentence indéterminée est la condamnation à une détention dont la durée n'est pas fixée par avance dans la sentence du juge qui condamne.

Voilà une définition bien nette en apparence. La netteté ne persiste pas si l'on fait de cette définition généralement donnée, un examen plus sérieux et plus approfondi.

En effet, l'indétermination n'est pas une et indivisible, uniforme, identique à elle-même. Ce mot indétermination cache en la multiplicité de ses syllabes un ensemble de conceptions analogues entre elles, mais que l'on ne saurait confondre sans erreur et sans péril. Il y a vraiment indétermination et indétermination.

L'indétermination a ses degrés. Et les adversaires actuels des peines préfixes peuvent, sans rien abandonner de la rigidité de leurs principes, être partisans de systèmes de sentences plus ou moins indéterminées.

Il existe une indétermination absolue, et ils sont rares les audacieux assez logiques pour aller jusqu'au bout de leurs raisonnements et en tirer sans défaillances toutes les conséquences nécessaires. Lorsque l'indétermination est absolue, le tribunal se borne à prononcer une condamnation qui n'est que la déclaration de la culpabilité du prévenu.

Mais les esprits plus timides se contenteront d'une indétermination relative. Dans ce système modéré, la peine est limitée *a priori* par la détermination d'un maximum et d'un minimum ou d'un maximum de durée seulement. Mais au lieu d'être légale, la limitation serait le fait du juge qui, en déclarant la culpabilité du prévenu, ordonnerait que le coupable serait nécessairement libéré au bout d'un certain nombre d'années d'emprisonnement. Et assurément ce système offre des points de comparaison multiples avec notre régime pénal complété par la libération conditionnelle. Les novateurs de cette catégorie n'abandonnent pas entièrement la tradition.

Et la peine peut être indéterminée d'une autre manière encore. La loi fixe le maximum de la peine et le juge en fixe le minimum.

Il n'est pas opportun de rechercher la valeur intrinsèque de chacun de ces modes de l'indétermination. Mais reconnaissons dès maintenant l'aimable diversité du système novateur.

Du moins ces modes ne sont pas tous véritablement indéterminés. La sentence absolument indéterminée est la seule qui le soit réellement : c'est la seule qui laisse incertaine, non pas simplement la date de la libération, mais la libération même; c'est la seule qui attribue à l'administration pénitentiaire un droit souverain et indépendant d'appréciation. Les autres modes d'indétermination sont assurément d'agréables variantes apportées au système pénal actuel; il est fort possible qu'ils marquent un progrès véritable, et qu'ils soient le développement normal de notre présent régime adapté à une civilisation plus avancée, plus parfaite. Du moins, s'ils modifient, s'ils améliorent, ils ne transforment pas, ils ne renouvellent pas. Ils sont une évolution, le premier seul est une révolution.

Quoi qu'il en soit, le fait intéressant à retenir est celui-ci : l'indétermination des peines ne constitue point un système unique; c'est plutôt un terme générique s'appliquant à des

mesures assez différentes, mais où des tendances semblables s'aperçoivent pourtant.

Les théoriciens de l'indétermination pensent vainement grouper les membres épars de leurs raisonnements ; ils ne peuvent former un corps de doctrines, un système.

Et d'abord, nul ne peut prétendre donner une définition du système de l'indétermination des peines : c'est une énumération qu'il convient d'établir.

CHAPITRE II

ORIGINE HISTORIQUE DU SYSTÈME DE L'INDÉTERMINATION DES PEINES L'ÉTABLISSEMENT PÉNITENTIAIRE ACTUEL D'ELMIRA (ÉTAT DE NEW-YORK)

ORIGINE HISTORIQUE

Au moins les tendances contemporaines, coagulées, en quelque sorte, autour des mots : système des peines indéterminées, se rattachent-elles dans l'histoire à des discussions nettes, à des faits précis ?

Constatons d'abord qu'à cet égard les champions de ces tendances systématisées ne sont pas, entre eux, d'accord. Les uns, novateurs pleins de hardiesse, se piquent de dédaigner les souvenirs des siècles disparus. Les autres, au contraire, se font forts de retrouver aux époques les plus anciennes et même aux plus récentes les origines extrêmement précises de leurs idées novatrices.

Et voici que la Bible est mise à contribution, puis l'antiquité toujours respectable de Rome primitive. On remarque ensuite que jusqu'au ^{xvi}^e siècle en France le principe général de la pénalité est que l'application des peines est laissée à l'arbitraire du juge. En même temps on ne néglige pas d'observer que les juridictions ecclésiastiques prononçaient des sentences qui condamnaient le coupable à rester en prison « jusqu'à ce

qu'il se soit amendé et fasse pénitence ». Et c'est à coup sûr une indétermination absolue. Il fallait signaler le précédent.

Puis on franchit d'un bond les temps modernes et l'on arrive aux années tout à fait contemporaines et l'on pense y trouver des indications de fait très encourageantes pour l'avenir de l'indétermination. Ce n'est pas qu'il existe déjà dans la réalité des similitudes, mais que d'analogies ! Les plus importantes sont celles qui suivent :

D'une part, la loi du 27 mai 1885 ne fixe pas d'avance la date à partir de laquelle l'individu relégué pourra introduire une demande tendant à le faire relever de la relégation.

D'autre part, le régime applicable au mineur de seize ans acquitté comme ayant agi sans discernement et conduit dans une maison de correction comporte une indétermination indiscutable puisque la durée de cette correction doit être mesurée dans la vue d'une tentative d'amendement.

Enfin, la libération conditionnelle annonce et prépare l'avènement du système des sentences indéterminées.

Donc, de l'aveu des partisans de ce système, il n'y a point entre lui et le système que couronne la libération conditionnelle antagonisme, incompatibilité, mais au contraire une parenté extrêmement rapprochée. L'un est le développement de l'autre. On se demande alors s'il est utile de hâter ce développement naturel que les progrès successifs des institutions pénales amèneront sans doute.

Mais est-ce bien là la véritable origine historique du système de l'indétermination ? Non pas, et cette origine réside plus exactement dans les discussions des Congrès pénitentiaires des cinq continents. Tandis que la libération conditionnelle est à certains égards le produit des enseignements pratiques des faitseux-mêmes, le système des sentences indéterminées est le résultat des rêves ou bien des réflexions des théoriciens. Crimi-

nalistes et sociologues ont disserté sur le séduisant système rénovateur, et beaucoup d'entre eux ont subi sa séduction.

Les Congrès ont été unanimes, et surtout les Congrès américains auxquels les nouveautés les plus superficiellement examinées ne causent généralement pas la moindre inquiétude. Depuis 1870 les Congrès pénitentiaires se succèdent en Amérique et les vœux qu'ils émettent sont tous pareils. A Cincinnati, à Toronto, à Boston, à Nashville..., les congressistes déclarent que l'avenir appartient aux sentences indéterminées et ils formulent le souhait, l'espérance que cet avenir sera proche.

Puis l'idée traverse les mers. En 1880 elle aborde à Stockholm où un célèbre congrès criminaliste tenait ses assises. Le Congrès adopta la nouvelle venue.

Des théoriciens alors détaillèrent abondamment ses charmes et ses avantages. Von Listz et van Hamel exercèrent par leurs œuvres une influence sur le mouvement qui se manifesta en faveur du jeune système pénal.

Enfin, l'*Union internationale de droit pénal*, fondée en 1889, réunit en une de ses décisions un certain respect des institutions existantes et une certaine adhésion aux innovations proposées et déclare : « En ce qui concerne les peines d'emprisonnement de longue durée, l'Union estime qu'il faut faire dépendre la durée de l'emprisonnement non pas uniquement de la gravité matérielle et morale de l'infraction commise, mais aussi des résultats obtenus par le système pénitentiaire. » Et c'est une conséquence naturelle de cette déclaration qu'on accorde au juge le droit de prononcer des sentences indéterminées n'indiquant que le maximum et le minimum de l'emprisonnement.

Si ce vœu se réalisait, une indétermination relative serait établie dans la législation pénale ; et les partisans des peines indéterminées, qui triomphent aisément, triompheraient.

L'ÉTABLISSEMENT PÉNITENTIAIRE ACTUEL D'ELMIRA
(ÉTAT DE NEW-YORK)

Les indéterministes sont d'autant plus enclins à croire et à dire que le triomphe définitif leur appartiendra, qu'ils invoquent à l'appui de leurs espoirs enthousiastes un exemple récent, qu'ils jugent indiscutable, et c'est celui d'une organisation systématique d'application de peines indéterminées. Cette organisation fut faite en l'État de New-York dans le Reformatory d'Elmira.

Le Reformatory est, comme on l'a dit, un établissement de correction physique, intellectuelle et morale.

Il contient mille détenus.

Voici, résumée, d'après les descriptions qui en ont été faites, l'organisation de l'établissement d'Elmira :

On ne tient aucun compte, pour le traitement du délinquant, de la nature et de la gravité du délit. Tout condamné qui entre à Elmira est soumis au règlement de l'établissement pénitentiaire ; et s'il y satisfait, en d'autres termes s'il est amendé, il est rendu à la liberté dès la constatation de son amendement, sans que la durée de la peine infligée soit prise en considération.

Or quels sont les prisonniers que cet établissement accueille ? Ce sont, comme on l'a fait observer très justement¹, des prisonniers de choix. Ce sont des individus âgés de seize à trente ans (hommes), condamnés pour un premier délit, présentant donc toutes les conditions voulues pour que les effets d'amendement aient des chances de produire des effets positifs.

¹ Frédéric Lévy, *Des sentences indéterminées*.

Et, en vérité, les efforts personnels du détenu en vue de l'amendement, sont stimulés de toutes les façons.

Il sied de le reconnaître, l'organisation de l'établissement est calculée avec une très grande habileté pour la régénération des détenus. Et l'on serait fort curieux de connaître avec exactitude les résultats moralisateurs obtenus jusqu'à ce jour par cet établissement merveilleux ; mais cette curiosité est malheureusement vaine. Les renseignements que l'on possède sont, en effet, très nombreux, mais ils sont absolument contradictoires. Un historien du Reformatory, Winter, donne des chiffres tout à fait favorables : un second historien du Reformatory, Sternan, donne des chiffres tout à fait défavorables. Nous ne citons aucun de ces chiffres parce que ce serait fournir un argument nouveau contre les statistiques et cela est bien superflu. D'ailleurs il n'est pas permis de se servir d'eux pour conclure quoi que ce soit pour ou contre cette application du système des sentences indéterminées.

Mais en admettant même que les résultats de fait soient indubitablement excellents, ce n'est pas une raison suffisante pour que l'exemple du Reformatory d'Elmira soit probant.

En effet, ses conditions d'existence et de fonctionnement sont tout exceptionnelles.

Détenus de choix, en nombre restreint, ce ne sont pas là, je pense, des conditions ordinaires. Et les conclusions à tirer de l'établissement d'Elmira seraient assurément plus décisives s'il recevait des prisonniers de tous les genres et de toutes les provenances et si les uns et les autres s'y trouvaient mêlés indistinctement.

En outre, la direction de l'établissement d'Elmira est confiée à un homme qui, de l'aveu des adversaires comme des partisans du système de l'indétermination, a une puissance d'intelligence et de volonté toute particulière. M. Brockway est un apôtre comme le fut en Irlande sir Walter Crofton. Il est le

chef absolu de l'établissement pénitentiaire. Il consacre au succès de la grande entreprise moralisatrice dont il fut l'instigateur et l'organisateur, tout ce que sa foi peut lui procurer de dévouement et d'incessante activité. On voudrait voir, à sa place, des fonctionnaires. Si l'entreprise réussissait alors, on ne pourrait plus douter de sa valeur. Mais les mérites exceptionnels de M. Brockway interdisent la disparition des doutes.

Au reste, n'est-il pas légitime de penser que si les détenus s'amendent à Elmira, cet amendement est la conséquence peut-être de la sélection primordiale entre les détenus qui y sont admis et, ensuite, de la complète adaptation des règlements moralisateurs à la classe d'individus qui y sont soumis? Mais est-il aussi légitime de prétendre que l'indétermination accomplit les miracles qui se produisent (si toutefois il s'en produit) et que le condamné se convertit dans l'espoir seul de hâter sa libération incertaine et devient vertueux par amour de la liberté? C'est une conjecture plausible; ce n'est qu'une conjecture. Et on désire une certitude, une preuve.

Même, les preuves les plus claires seraient-elles indiscutables? Il semble que les organisateurs d'Elmira n'aient pas la foi absolue dans le système d'indétermination qu'ils préconisent. Et le système de la libération conditionnelle vient encore à leur aide. Au sortir du Reformatory, il faut six mois de liberté conditionnelle avant que le détenu obtienne sa liberté définitive. Sage précaution.

Mais encore cette précaution serait-elle inutile et l'amendement produit par le séjour, sans limites préalables, dans l'établissement d'Elmira serait-il absolu et perpétuel, il n'amènerait les esprits réfléchis à accepter l'indétermination comme base du système pénal qu'avec mesure, c'est-à-dire avec restriction. En effet, la détention à Elmira n'est pas complètement indéterminée. L'indétermination est seulement relative; et les

délinquants ne peuvent demeurer emprisonnés au delà du maximum de temps fixé d'avance par le juge pour chacun d'eux.

En résumé, l'établissement d'Elmira, sur les résultats duquel des doutes sérieux sont permis en présence des contradictions constatées, est à tous les point de vue spécial, exceptionnel. Ses effets sont-ils bons? ce sont des effets exceptionnels.

Toute conclusion générale tirée de cet exemple en faveur du système de l'indétermination des peines est une conclusion excessive si elle n'est point une conclusion fausse.

CHAPITRE III

NATURE, CARACTÈRES, EFFETS DES SENTENCES INDÉTERMINÉES, COMPARAISON AVEC NOTRE SYSTÈME PÉNAL ACTUEL

Mais indépendamment des essais réalisés jusqu'à ce jour qui peuvent induire les criminalistes novateurs à d'autres tentatives semblables ou différentes, les partisans des sentences indéterminées prétendent justifier leur système par la simple considération de ses bienfaits théoriques et par une brève mais décisive comparaison avec le système de la libération conditionnelle. Leurs conclusions optimistes sont-elles légitimes, ne sont-elles pas, du moins, trop absolues ?

*
* *

Dans le domaine de cette discussion, l'incertitude règne en maîtresse incontestée, parce que les partisans de l'indétermination des peines n'emploient pas l'argumentation résistante, indiscutable que l'on souhaite. Ils semblent tirer tous leurs avantages de cette incertitude qu'ils engendrent et qu'ils entretiennent.

Ils se préoccupent assurément de déclarer l'effet préventif des peines indéterminées, mais rien n'est inconsistant comme leur façon de raisonner et de conclure.

Ils n'appuient pas l'innovation qu'ils préconisent sur une

argumentation directe. Et au contraire, ils s'appliquent à démontrer d'abord que le système des peines indéterminées doit être adopté parce qu'il n'est pas prouvé que la prédétermination des peines soit nécessaire pour sauvegarder la valeur préventive des lois pénales. C'est comme on le voit un argument *a contrario* et, quelle que soit sa force, cette force est-elle suffisante ?

On dit cependant : l'effet préventif de la répression ne provient pas de ce que des peines déterminées sont prononcées par les juges, alors même, supposons-le, que les juges manifesteraient une sévérité extrême. Il résulte bien plus sûrement du fait de l'arrestation rapide, des poursuites éclairées et infaillibles, et de la condamnation qui est leur immédiate conséquence.

Certes, ces observations dénotent une perspicacité véritable et un sens exact de l'influence de l'organisation de la justice répressive. Mais est-ce à dire que l'on puisse abandonner le système séculaire auquel le peuple est accoutumé, sur lequel il a modelé sa façon de sentir et de comprendre la puissance de la répression pénale ? Et puisque, depuis des années nombreuses, la prononciation des peines déterminées est attachée à l'organisation de la justice comme une partie intégrante et indispensable de la justice elle-même, puisque le peuple a vu toujours les deux choses associées, ne pourrait-il pas croire, si on supprimait subitement, pour la grande joie des théoriciens novateurs, la détermination des peines, que par cette suppression la justice tout entière serait énervée, affaiblie, amoindrie ? N'y aurait-il pas lieu de craindre, par conséquent, que la puissance d'intimidation de notre système pénal serait diminuée, pour ne pas dire anéantie ?

Et si l'on juge ces craintes excessives ou bien chimériques, du moins il y a lieu de faire observer qu'il est arbitraire de tirer d'une argumentation *a contrario*, si juste qu'elle puisse

être, une conséquence positive en faveur de l'indétermination des peines.

J'admets que le système existant des peines prédéterminées soit défectueux, qu'il soit déplorable. J'admets qu'il est indispensable de le supprimer, qu'il est urgent de le remplacer, mais je ne serai disposé à le remplacer par le régime de l'indétermination qu'autant que j'aurai acquis la certitude que le régime en lui-même est bon et que ses effets préventifs seront efficaces.

Or, en dépit de l'exemple partiel et particulier fourni par le Reformatory d'Elmira, on ne peut en ces matières qu'établir des inductions incertaines et incapables d'entraîner la conviction dans les esprits réfléchis. En effet, les partisans des peines indéterminées laissent entrevoir que cette indétermination constitue une menace redoutable pour tous ceux que leurs penchants et les circonstances disposent à commettre des actes délictueux ; que la frayeur d'un emprisonnement dont ils ne peuvent prévoir la fin arrêtera les hommes dans toute entreprise contre le bon ordre social. Mais, ce qui est possible, qui est probable même, n'est point sûr.

Et il est plus exact de supposer au contraire que le système de l'indétermination faisant dépendre la libération du coupable, de son amendement plus ou moins rapide, les individus parmi lesquels se recrute, comme on dit, l'armée du crime, ne seront guère effrayés d'une répression pénale qui leur permettra en toutes occasions de se libérer bien vite par des efforts momentanés d'un repentir hypocrite. Leur perversité croîtra et deviendra plus dangereuse parce qu'ils considéreront qu'une impunité relative leur sera dans tous les cas assurée.

Voilà sans doute un danger suffisamment réel et suffisamment pressant pour interdire les beaux élans novateurs. Il faut réfléchir à deux fois avant de détruire une portion essentielle de notre organisation pénale pour la remplacer par une

institution nouvelle dont les effets préventifs sont, même théoriquement, tout à fait incertains.

*
+ *

D'ailleurs, le système pénal n'importe pas seulement pour l'appréciation des criminels possibles, il intéresse aussi la masse des honnêtes gens qu'il faut satisfaire. Oui, il faut également que le système pénal procure toute satisfaction à la conscience publique.

Les criminalistes de tendances les plus diverses s'accordent pour proclamer cette nécessité ; les partisans des peines prédéterminées, les partisans des peines indéterminées sont sur elle absolument d'accord.

Mais les uns certifient que la prédétermination des peines peut seule contenter les aspirations populaires. « La colère publique, dit M. Tarde¹, a son représentant dans le juge. La réprobation publique attend de la sentence sa justification ou sa direction. Le public attend le dosage de la culpabilité à un taux correspondant au niveau de l'indignation soulevée. Cette attente serait déçue et la conscience collective manquerait d'un appui officiel devenu nécessaire, si le juge se bornait à déclarer la culpabilité ; il faut le quantum, il faut que le juge quantifie la peine. »

L'opinion est formelle, et quelques personnes pourront s'effaroucher sans doute de ce qu'elle offre de rigide et d'absolu. Il faut au moins reconnaître que l'affirmation réfléchie de M. Tarde prouve que, même aux regards des philosophes les plus épris de nouveauté, notre système pénal se présente comme un exemple cohérent et ferme d'institutions dont il

¹ Tarde, *Philosophie pénale*.

serait malaisé, imprudent, téméraire de détacher une seule. Tout se tient dans l'organisation de la justice répressive. Et il convient d'attendre que les novateurs indéterministes fassent la preuve que cette conception d'un régime pénal formant un ensemble inébranlable est une conception fausse et qu'ils fassent ensuite la preuve que la prédétermination des peines est précisément la partie superflue, donc inutile, du régime, et enfin qu'ils fassent la preuve que ce régime sera bien plus harmonieux et, partant, plus efficace si l'on établit le système des sentences intéterminées.

Or, cette triple preuve d'où il résulterait que la conscience publique serait satisfaite plus complètement encore après l'établissement de l'innovation qu'ils souhaitent, cette triple preuve ils ne la font pas.

Il leur suffit d'affirmer que, d'une façon générale, le public paraît absolument indifférent au taux des condamnations prononcées, et que, d'une façon plus particulière, si le public s'applique à considérer le chiffre de la peine, il éprouve des déceptions innombrables qu'aggrave leur répétition.

Et il leur suffit d'affirmer d'un autre côté que la conscience publique peut trouver son entière satisfaction dans la définition du délit, la découverte et la reconnaissance du coupable et sa condamnation. Donc l'indétermination des peines n'empêcherait point « la satisfaction et le raffermissement de la conscience honnête ».

Ainsi les affirmations se heurtent, s'entrechoquent. Ce sont de toutes parts des assertions, des allégations. On ne rencontre une preuve nulle part.

Les partisans de l'indétermination des peines ont pu conquérir des imaginations ; ils n'ont pas démontré, en ce qui concerne la satisfaction à donner à la conscience publique, la supériorité de leur système ; ils n'ont pas même démontré sa valeur.



Et il est remarquable que les partisans des sentences indéterminées persistent en des affirmations dépourvues de solides fondements, lorsqu'ils prétendent que l'indétermination des peines est plus apte que notre système pénal, même complété par la libération conditionnelle, à réaliser le but suprême de justice que vise toute organisation répressive, c'est-à-dire, en somme, la juste proportion des peines et des délits.

Que les prétentions des théoriciens novateurs soient à cet égard insuffisamment fondées, il est aisé de l'établir. Il n'est pas besoin pour cela d'instituer à nouveau le spécieux parallèle entre les salaires et les peines sur lequel M. Tarde s'est complaisamment étendu. Je ne sais si sa comparaison correspond à la réalité des choses, il est plus juste de croire qu'elle constitue un expédient de langage fort habile et qui éclaire la démonstration du philosophe. Du moins, cela ne peut être sérieusement contesté; l'idée de justice s'exprime très pratiquement par l'idée d'un châtiment exactement proportionné à l'acte répréhensible accompli par tel ou tel individu, et en quelque sorte, par l'idée d'un salaire, d'une rétribution matérielle imposée à l'auteur de l'acte délictueux.

Mais pour apprécier le montant, le taux de cette rétribution pénale, il est nécessaire si l'on veut être juste, de tenir compte, non pas seulement de la valeur intrinsèque de l'action incriminée, mais encore et peut-être surtout du caractère même de l'individu délinquant. La justice résulte d'un examen de l'acte et de l'agent. Il ne saurait y avoir de justice si cette double appréciation n'est pas faite. Tous les criminalistes l'admettent pareillement.

Et c'est alors que naît la controverse entre les prédéterministes et les indéterministes.

Naturellement on ne discute pas sur l'appréciation de l'acte délictueux en lui-même, cette appréciation est toute antérieure; elle est indépendante du système pénal que l'on emploiera.

Mais quelle est la meilleure manière d'apprécier la personnalité de l'agent pour calculer avec une exactitude plus parfaite, donc avec une plus complète équité, la peine que son acte mérite? C'est à ce sujet que le débat s'émeut.

En ce débat comme parmi les discussions précédentes, les probabilités tiennent malheureusement la place des certitudes. Et face aux accusations à peu près légitimes qu'ils formulent contre le système des peines prédéterminées, que la libération conditionnelle perfectionne sans cependant l'innocenter à leurs yeux, les partisans de l'indétermination opposent seulement d'éblouissantes hypothèses. Il n'y a rien de solide au fond.

Oui, nous le reconnaissons comme eux, notre système de répression pénale est formé de conceptions trop abstraites et ses calculs préalables des peines sont trop systématiques, et, par conséquent, la personne même du délinquant est trop négligée dans la période antécédente de la prononciation du jugement. Oui, le juge est inhabile à se former une connaissance assez approfondie des prévenus qui passent et se succèdent presque instantanément devant lui, pour qu'il puisse, dans le prononcé de la peine, tenir le compte qu'il faudrait tenir de leurs intentions, de leurs dispositions personnelles. Cela est indiscutable et nul ne le discute et tout le monde assure, au contraire, qu'il est impossible d'éviter ces inconvénients. Mais enfin le jugement constitue une appréciation de la conduite du délinquant reconnu coupable et jugé comme tel; et le dosage de la peine fixée par le juge constitue un point de départ précis pour les appréciations futures. Donc, étant donné la rigidité des sentences préfixes, il se trouve là une base extrêmement solide pour les calculs qu'il est, en toute justice, nécessaire d'établir par rapport à la personnalité du

coupable. Les conditions sont alors très favorables dans lesquelles la libération conditionnelle pourra et devra fonctionner. Effectivement une fois le coupable remis aux mains de l'Administration pénitentiaire, il est soumis au contrôle d'une autorité à laquelle aucun de ses actes, aucun de ses mouvements, aucune de ses paroles ne peut échapper, à laquelle ses pensées même ne demeurent pas étrangères. L'Administration des prisons porte, en effet, ses investigations persévérantes sur l'individu, investigations facilitées par ce fait que les prisonniers ont été déjà catégorisés, classés par le jugement. Les délais après lesquels la libération conditionnelle peut être accordée, réservent une latitude suffisante pour que le délinquant ne subisse pas une peine plus considérable que sa culpabilité effective et morale ne le comporte. Par là s'établit la proportion voulue entre le délit et la peine. Proportion d'autant plus équitable qu'elle est le résultat de deux opérations distinctes : l'une, *a priori*, concernant surtout l'acte accompli; l'autre, *a posteriori*, concernant particulièrement l'individu. En définitive, les critiques formulées par les indéterministes contre les excès mathématiques des sentences préfixes sont des critiques invalides; et le régime de la prédétermination des peines avec le complément de la libération conditionnelle satisfait pleinement la justice.

La réalisation de l'idée de justice paraît, au contraire, moins certaine et moins complète dans le système de l'indétermination. En effet, s'il est vrai de dire que l'observation prolongée des délinquants par les soins du personnel expérimenté des établissements de réformation pénitentiaire permet seule de mesurer le degré de vice, donc le degré de culpabilité des détenus, il est également vrai que cette œuvre d'observation méthodique n'est pas la spécialité des indéterministes et que, dans le système prédéterministe, elle s'accomplit semblablement durant la période préparatoire de la libération condition-

nelle. Et il apparaît aussitôt que, si les tenants de la prédétermination accordent une importance excessive à l'appréciation abstraite de l'acte délictueux, les défenseurs de l'indétermination peuvent être plus sûrement encore accusés de donner trop de part à l'appréciation concrète du délinquant, et pour cela, d'agrandir dangereusement le domaine de l'arbitraire où se meuvent à loisir les administrateurs des prisons.

En résumé, les champions de l'indéterminisme suppriment les garanties de précision que nous possédons actuellement pour l'appréciation corrélatrice des délits, des délinquants et des peines y afférentes.

Il manque à l'appui de leur réforme généreuse dont s'enthousiasment, dès avant sa réalisation, tous ces esprits férus d'équité, il manque les raisonnements probants qui, dans l'attente des faits caractéristiques, pourraient tout au moins rassurer. Et l'on est contraint de conclure que dans la science et dans l'art criminalistes, comme partout ailleurs, la critique est aisée et l'art est difficile.

*
* *

Ainsi se trouvent continuellement aux prises l'institution éprouvée de la libération conditionnelle et les projets inconsistants des indéterministes. De ce combat persistant où les uns s'arment de faits et les autres de promesses, quel sera le vainqueur ? On ne sait. Mais les partisans de l'indétermination des peines reprennent de sérieux avantages lorsqu'on étudie dans quelle mesure s'adapte leur système aux différentes fins qu'assignent à la peine les théoriciens de toutes les écoles.

Quelles sont ces fins différentes ? Il y a quelque puérilité à les distinguer, à les séparer quand il est, au contraire, extrêmement naturel de les associer, puisqu'elles ne sont pas des fins contradictoires. Combien multiples ont été les discussions

sur la fin de la peine, et des systèmes ont été conçus qu'on abandonnait bien vite pour accepter un autre système analogue qui cédait la place à son tour à un système plus nouveau, momentanément victorieux. Mais tous ces systèmes se ressemblent et ils doivent être unis. Il faut dire que si l'idée d'expiation est toujours inséparable du châtimement infligé à l'auteur d'une faute, il s'y mêle pareillement un souci constant de protection sociale comme, en outre, une constante préoccupation de l'amendement des délinquants. Que dans tous les cas se mêle l'utilitarisme dont le savant von Listz a pensé faire le fondement des peines, cela n'est pas douteux davantage. Il y a tant de façons, en effet, d'être utilitaire ! Mais que l'on attribue aux peines l'un ou l'autre de ces fondements, il est possible, sachons le reconnaître, de soutenir le principe des sentences indéterminées.

Vous dites que le véritable fondement et le but réel de la répression pénale résident dans la nécessité de la défense sociale ; les partisans de l'indétermination des peines ne protestent pas. Et ils s'empressent de démontrer que leur système est celui qui convient le mieux, que dis-je ? est le système qui convient seul à garantir la défense sociale que l'on se préoccupe d'assurer.

Et leur argumentation est tout au moins spécieuse. A les croire, le souci exclusif de la défense sociale interdit de prêter la moindre attention à la nature du délit imputable au délinquant, car il est seulement intéressant de connaître les intentions de cet homme, ses dispositions, et dans quelle mesure ses penchants le poussent à être nuisible à la société. Dès lors, le délit n'est qu'une occasion pour que l'Administration pénitentiaire commence, sur l'auteur de cette faute sociale, ses tentatives de réformation nécessaire à la défense de la société ; mais le délit ne saurait être, en aucune manière, une base pour la durée de la répression. Effectivement, le délit dénote un certain nombre de dispositions socialement répréhensibles et

dangereuses, mais il ne permet pas d'affirmer jusqu'à quel point l'individu coupable est intimement animé de ces dispositions malfaisantes. Encore une fois, le délit procure l'occasion de connaître et d'étudier le délinquant. C'est le devoir de la justice et c'est son rôle unique de profiter de toutes les occasions qui lui sont offertes. Par conséquent, continuent les théoriciens novateurs, l'indétermination des peines s'impose à tout esprit logique, car il ne s'agit pas vraiment de savoir si le délinquant doit expier sa faute : cela est une conception enfantine, tout à fait digne des sociétés primitives ; il s'agit de savoir combien de temps le délinquant doit être, par l'emprisonnement mis hors d'état de nuire ; il s'agit de savoir combien de temps il faut à l'administration pénitentiaire pour qu'elle exerce efficacement sur l'individu, coupable sa surveillance et son influence amendante ; il s'agit de savoir, en définitive, combien de temps il faut que l'individu saisi après un premier délit, soit exclu de la vie sociale pour que la société n'ait pas à souffrir dans la suite de son retour parmi ses membres ; et enfin il s'agit de savoir combien de temps cette exclusion tutélaire doit durer pour que l'individu dangereux puisse redevenir un individu socialement utile. Et leur conclusion dernière est celle-ci : puisque ces dispositions intimes des délinquants ne se peuvent reconnaître que par un examen renouvelé chaque jour, il est absurde de vouloir, en vue de la défense sociale, leur infliger une peine prédéterminée, car étant donné, par exemple, deux individus coupables de deux délits semblables, commis dans des circonstances identiques, il est infiniment probable que les deux peines préfixes également dosées pour l'un et pour l'autre seront trop fortes pour l'un, et pour l'autre trop faibles. La mission du juge doit se borner nécessairement à la prononciation de la culpabilité du prévenu qui sera aussitôt remis aux mains de l'autorité pénitentiaire sous la surveillance de laquelle il devra demeurer pendant une période de temps

indéterminée : la limite de cette période étant marquée par le fait, imprévoyable par le juge, d'une modification du coupable suffisante pour que la société n'ait plus rien à redouter de lui.

Pour si acceptables que semblent, en apparence, ces déductions des indéterministes, il est aisé pourtant de distinguer ce qu'elles contiennent d'arbitraire. En effet, si les individus, capables de nuire à la société, doivent rester emprisonnés jusqu'au jour où cette fâcheuse capacité cessera, il n'est pas rassurant d'attendre l'accomplissement du premier délit pour purger la société de leur présence funeste. Ce n'est pas au lendemain de ce premier délit qu'il importe d'enfermer les coupables, c'est à la veille du délit : sinon il est bien évident que la défense sociale n'est assurée que d'une façon sommaire et d'une façon partielle. Vraiment on accorde encore trop d'importance au fait brutal, mais intrinsèquement insignifiant d'un délit ; il faut s'appliquer, au contraire, à scruter les consciences, à pénétrer les intentions à prévenir les desseins. Et les hommes, convaincus de penchants condamnables, seront invités à se soumettre à un régime d'emprisonnement curatif excellent pour leur santé morale personnelle, et plus efficace encore pour la défense sociale.

D'autre part, les indéterministes ne se laissent-ils point entraîner par le charme de leurs théories novatrices ? Cela est indubitable. Et ils font si bien qu'on peut les prendre eux-mêmes par l'appât de leurs séduisantes argumentations. En effet, si le délit leur apparaît à eux-mêmes un fait assez important pour qu'il constitue le point de départ d'un emprisonnement du délinquant en vue de la protection sociale, il est assurément aussi logique et légitime d'affirmer que le délit doit, au moins dans de certaines proportions, décider la durée de cet emprisonnement. Et, remarquons-le, cela n'empêche pas qu'il ne soit excessif de faire de la nature du délit et des cir-

constances concomitantes la seule mesure de la peine, mais rien, mieux que le délit, ne peut aider les administrateurs pénitentiaires dans les efforts qu'ils font pour distinguer les tendances, bonnes ou mauvaises, des individus soumis à leur surveillance. Et si l'on déclare la gravité du délit par la prononciation d'une peine stricte, on facilite leur œuvre en déterminant un premier classement des condamnés. Aussi bien, l'existence de la libération conditionnelle, qui permet de diminuer pour les condamnés dont la conduite en prison prouve que leurs instincts ne sont pas dangereusement pervertis, la durée d'une peine devenue socialement inutile, l'existence de la libération conditionnelle assure aussi énergiquement la défense de l'intérêt des coupables amendés en même temps qu'elle ne porte aucune atteinte à la sauvegarde nécessaire de tous les moyens de protection sociale. Que, d'autre part, on se préoccupe d'écarter de la vie sociale les individus qui, à l'expiration de leur peine prédéterminée, sembleront prouver qu'ils ne sont point corrigés encore ou bien qu'ils sont incorrigibles, rien n'est plus naturel, et nous n'hésitons pas à le dire, rien n'est plus nécessaire. Mais quelle imprudence il y aurait à abandonner la prédétermination des peines susceptibles de diminution ou d'augmentation, suivant les effets bons ou mauvais produits sur le délinquant, et à abandonner en même temps toutes les garanties que ce régime fournit contre les erreurs, les abus, les injustices inévitables dans une administration pénitentiaire dont les membres sont presque fatalement sujets à caution par la force même des choses.

Bref, le système de l'indétermination ne correspond à aucune nécessité précise et rigoureuse en ce qui concerne la protection sociale. Pour la défense sociale, le système des peines préfixes, avec la flexibilité que lui communique l'institution de la libération conditionnelle, est satisfaisant ; il serait

excellent si l'on créait la possibilité de prolonger la peine prédéterminée dans certains cas exceptionnels. Ce système protège la société ; il protège aussi les délinquants. Et malgré toutes leurs bonnes intentions, les indéterministes ne les protègent guère.

*
* *

Et les mêmes observations peuvent être reproduites si l'on affirme que le but de la peine est l'amendement des condamnés. Car, en vérité, il faut être excessivement ami des distinctions, des raffinements et des subtilités pour prétendre que, si la peine a pour but et pour fondement la protection sociale, elle ne saurait avoir pour fondement et pour but l'amendement des condamnés et inversement. Entre les deux hypothèses, il n'y a d'autre distinction que celle que les mots établissent : on ne protège vraiment la société par les châtiments infligés aux coupables qu'en les amendant ; et si l'on se propose d'amender les délinquants par la peine, on ne fait rien autre que protéger la société.

Bien entendu, l'amendement des délinquants peut exiger des durées très variables encore que les délits imputables à ces délinquants soient les mêmes, et cela justifie l'existence d'une certaine indétermination. Mais cette indétermination — nécessaire et suffisante — existe réellement depuis que fonctionne l'institution de la libération conditionnelle. Avant d'innover à la légère, il faut prouver que l'indétermination, actuellement existante, est trop étroite pratiquement ; il faut le prouver et, parce que les indéterministes ne fournissent point cette preuve indispensable, on a le droit de qualifier leurs souhaits et leurs desseins de vaines élaborations d'esprits chimériques et d'imaginatifs trop remplis d'ardeur.

*
* *

Mais en cette catégorie ne prennent place que les indéterministes absolus qui critiquent de parti pris notre régime pénal à cause de ses tendances un peu systématiques et qui, épris de relativité, pensent que dans la vie sociale on ne doit rien subordonner à la rigidité des lois et qu'il convient de tout subordonner aux espèces, aux faits particuliers. Ceux-ci se paient de mots, sans s'en apercevoir, et ils sont indéterministes surtout parce que cela leur semble nouveau. Ils rompent nettement avec le passé, ils font fi des traditions ; ils innovent en tout et partout.

D'autres, au contraire, témoignent une connaissance plus exacte de l'évolution des phénomènes sociaux et des lois sociales, et leur science les garde des exagérations. Ils considèrent alors l'indétermination des peines comme le développement possible et normal du régime pénal actuel, et comme l'adaptation de ce régime à une organisation plus parfaite de la vie sociale. Et les conclusions auxquelles ils aboutissent sont d'accord avec la réalité présente, mais indiquent les moyens les meilleurs pour hâter les progrès naturels de notre système pénal. Rien n'est plus significatif de l'état d'esprit de ce groupe de théoriciens avisés et pratiques, avertis sur les développements historiques des lois répressives et éclairés sur les nécessités présentes, que la doctrine conçue et exposée par von Listz. On ne peut étudier le système des sentences indéterminées, sans donner de cette doctrine au moins un résumé rapide.

Cette doctrine a un nom : c'est l'utilitarisme. Et cette préoccupation constante de l'utilité individuelle et sociale qui en fait le caractère montre que tous les fondements divers que l'on prétend appliquer séparément et exclusivement à la peine sont susceptibles de se grouper, de s'unir et de s'harmoniser

pour la plus complète utilisation des peines que l'on puisse souhaiter.

D'abord la doctrine de von Listz n'est dans l'esprit de son auteur que l'aboutissement de l'histoire des châtiments. Il suit l'évolution des peines et prouve, par des faits incontestables, que l'établissement des peines a toujours été fondé sur des préoccupations utilitaires.

A l'origine, la peine n'était qu'un acte d'instinct comme une vengeance de la société irritée contre les auteurs d'actes antisociaux. Elle était une réaction presque spontanée contre les actes perturbateurs de la sécurité des individus considérés isolément ou dans le groupe social dont ils étaient membres. Dès cette époque obscure, il apparaît que le but de la peine est déjà une protection des biens et des intérêts sociaux. Mais les peines évoluent au cours des périodes historiques. Et parmi les mouvements de cette évolution se distingue l'adaptation plus ou moins consciente et réfléchie de la peine à son but. Du moins les transformations historiques donnent des enseignements précieux pour hâter la réalisation des progrès. Et à mesure que l'on se fait une conception plus précise de l'utilité sociale, on parvient à assurer, dans chaque cas particulier, l'application d'une peine exactement, précisément nécessaire pour la garantie de la protection sociale. Et les conséquences de ce mouvement peuvent s'exprimer en une sorte de maxime qui les fait plus claires et plus systématiques : « La juste peine est la peine nécessaire ; seule la peine nécessaire est juste. » La peine n'est, comme on l'a dit justement, qu'un moyen pour une fin : c'est l'esprit même de la doctrine de von Listz. Et par suite, ce moyen doit être adapté à la fin avec toute l'économie possible dans son emploi. Et pourquoi cette économie ? C'est en cela qu'apparaît surtout l'utilitarisme. Il faut être économe des peines, parce que, dit-on, elles ne réalisent la protection des biens que par la lésion des biens. N'abusons pas de la péna-

lité, ce serait, sous le prétexte de défendre l'intérêt social, enlever à la société les ressources de forces utilisables. Et c'est ainsi que la doctrine de l'utilitarisme combat l'excès de la pénalité par le souci qu'elle entretient de faire tout ce qu'il faut pour assurer la protection sociale et de ne faire que ce qu'il faut. Or, la juste mesure de cette pénalité utilitaire ne peut être rien autre que l'amendement des coupables, c'est-à-dire leur passage de l'état de personnes nuisibles à la société à l'état de membres utiles. Ainsi l'évolution historique déclare seulement l'adaptation de plus en plus parfaite des peines à leur but. Il importe de perfectionner encore cette adaptation.

Et von Listz élabore un système de pénalité qui, dans sa pensée, est fort capable de réaliser bientôt ces beaux résultats.

Les délinquants sont divisibles en trois catégories, et, suivant l'une ou l'autre de ces catégories, le but de la pénalité est triple :

1° Il convient d'abord d'intimider les délinquants qui n'ont pas besoin d'être amendés. L'intimidation produite par la peine sera suffisamment forte pour les garder contre les tentations d'actes délictueux.

2° Il convient ensuite d'amender les délinquants qui ont besoin de l'être et qui sont susceptibles de l'être. Pour ceux-ci, la pénalité se complique, car, aussi bien, il est malaisé de déterminer la meilleure manière de produire cet amendement.

3° Il convient enfin de mettre hors d'état de nuire les délinquants qui ne sont pas susceptibles d'être amendés.

On devine que, puisqu'il existe trois catégories de condamnés sur lesquels il est nécessaire, dans l'intérêt social, d'exercer des influences différentes, l'organisation du système pénal ne peut pas être uniforme.

Effectivement, von Listz établit une organisation spéciale à chaque ordre de délinquants, à chaque espèce d'action à exercer sur eux.

En quoi consiste cette organisation tripartite ?

Pour la première catégorie de délinquants, formée de délinquants occasionnels, il propose de maintenir dans ses éléments fondamentaux notre système pénal.

Pour la seconde catégorie où rentrent les récidivistes probables, il veut leur faire donner l'éducation moralisatrice que leur état exige dans des établissements de réformation pénale. La durée de ce traitement amendant ne sera limitée dans la sentence du juge que par un maximum et un minimum assez élevés.

Pour la troisième catégorie, l'indétermination se fait absolue et par là même redoutable. Les délinquants incorrigibles sont enfermés dans des maisons de travail pour une durée indéterminée. La peine qui leur est infligée de la sorte n'est pas *a priori* une peine perpétuelle parce qu'il n'est pas bon d'interdire au détenu tout espoir de retour dans la vie sociale, mais elle n'a d'autre terme légal que la certitude de la correction de l'homme que l'on préjuge incorrigible.

Ainsi le système de von Listz qui aboutit à la plus complète indétermination que l'on puisse rêver, ne fait pas du moins table rase du système actuel. Il admet que les deux conceptions pénales peuvent également concourir au but de la pénalité. Mais, si la modération qu'il apporte dans ses conclusions les font plus acceptables, il n'en est pas moins vrai que la nécessité de l'indétermination des peines n'est pas démontrée.

L'harmonie de la proportion des pénalités qu'établit la doctrine de von Listz est une harmonie toute superficielle.

*
* *

Il est certain, au surplus, que, en dépit de ses atténuations réfléchies, le système de von Listz tend à créer une organisa-

tion de la pénalité contradictoire à l'évolution des sociétés humaines qui les pousse à une liberté plus complète et mieux protégée.

Or, si modérée que soit l'indétermination des peines, elle n'est pas moins dangereuse pour la liberté des individus.

C'est une loi des sociétés contemporaines que ce qu'il y a de plus respectable, c'est la liberté des citoyens ; et sous prétexte de garantir la défense sociale les partisans des sentences indéterminées atteignent cette liberté si précieuse à tous. Ne l'atteindraient-ils qu'en apparence, cela est cependant fâcheux pour l'avenir de leur théorie car elle paraît vouloir remonter un courant d'opinion trop fort pour que rien lui puisse résister.

Il est admis par le sentiment public que la plus sûre garantie de la liberté individuelle réside dans la nécessité d'une sentence judiciaire prononcée conformément aux lois pour qu'un citoyen puisse être détenu, — cette sentence, d'autre part ne pouvant être occasionnée que par l'accomplissement d'un acte que le législateur a déclaré illégitime, et, d'autre part encore, cette détention ne pouvant excéder en aucun cas les limites que le législateur a fixées.

Telle est l'opinion générale, opinion inébranlable, irrésistible à cause de la simplicité même des observations et des considérations sur lesquelles elle se fonde.

C'est en vain que les partisans des systèmes indéterminés s'appliquent à faire constater que la liberté des individus ne saurait être attaquée par la mise en usage de leur système parce que, ce qui constitue la véritable sauvegarde de la liberté, c'est l'existence d'une magistrature indépendante, des formes de la justice, de la publicité des audiences... et parce que cette sauvegarde subsistera toujours après les transformations qu'ils appellent de leurs vœux. Ils ne parviendront pas à convaincre

ces hommes auxquels les abus du passé ont fourni des enseignements inoubliables.

En réalité, l'Administration pénitentiaire paraîtra toujours suspecte aux défenseurs de la liberté individuelle, d'autant plus suspecte que ses pouvoirs seront accrus. Ils s'inquiètent à juste titre de l'extension exorbitante et illimitée des pouvoirs qui seraient conférés à une administration. Vraiment on ne peut guère nier que ces inquiétudes ne soient fondées. On frémit en songeant aux inévitables détentions arbitraires qui se multiplieraient alors forcément.

Et qu'on ne réponde pas à ces objections que la libération conditionnelle ne dépend aussi que du pouvoir administratif. Sans doute il y a là un vice déplorable de nos institutions pénales. Mais l'arbitraire que l'on peut redouter dans le fonctionnement de la libération conditionnelle n'est pas un arbitraire sans limites et sans appel : il est presque réduit à son minimum, tandis que, dans le système de l'indétermination, il est presque étendu à son maximum.

N'est-on pas contraint alors de conclure que, quels que puissent être les avantages théoriques du système des sentences indéterminées, il faut, malgré tous les regrets qu'on éprouvera, négliger ces avantages, car ce système présente l'irrémissible défaut de heurter les convictions les plus naturelles et les plus profondément enracinées de l'esprit populaire; c'est à savoir que toutes les innovations qui menacent, de près ou de loin, directement ou indirectement, la liberté individuelle, sont des innovations condamnables.

*
* *

Et il est fort regrettable pour les indéterministes que lorsqu'on s'efforce de placer leur institution perfectionnée dans le cadre des institutions pénitentiaires actuellement existantes,

elle dérange l'ordre qui règne. Un progrès qui bouleverse tout est évidemment un progrès discutable, et sur la réalisation duquel on a raison d'hésiter.

L'établissement du régime des sentences indéterminées ne peut se concilier avec le maintien des rouages indispensables à l'accomplissement de l'œuvre pénitentiaire nécessaire dans toute société. Il transformerait le rôle du législateur, du juge, de l'administration pénitentiaire, dépouillerait les deux premiers de leurs essentielles prérogatives, accroîtrait à l'infini les attributions de la dernière, et il est très douteux qu'il puisse, ce faisant, accorder plus d'influence sociale au fonctionnement de la justice, augmenter le respect que l'on doit à la justice même. Le contraire paraît certain.

En introduisant l'indétermination dans la pénalité, on fait subir aux attributions respectives des trois pouvoirs des modifications trop graves.

Le législateur d'abord est condamné à une abdication véritable. En effet, si l'on organise l'indétermination absolue, c'est-à-dire si on va jusqu'au bout des tendances novatrices, il ne reste au législateur nulle part d'influence sur la mesure de la répression. Sa mission qui, dans le système actuel, détermine et dirige toute l'œuvre ultérieure de la justice, serait réduite à rien ou à très peu de chose : elle ne consisterait que dans la définition des actes délictueux, leur prohibition et l'organisation de leur répression. On soutiendrait à tort que la définition de l'acte délictueux, et partant punissable, est la mission essentielle du législateur. La mission qui lui incombe naturellement, nécessairement, est plus large. Il faut que le législateur fournisse une indication au moins approximative sur la gravité relative des actes délictueux, et cette indication ne peut être précise qu'autant qu'ils'y ajoute une donnée légale sur la durée de la peine que l'acte comporte. Donc voilà d'abord le législateur dépouillé de son rôle normal.

Il reste un peu plus au juge, encore qu'une partie considérable de ses attributions lui soit enlevée. Le juge ne déterminera plus les peines. Il conservera, du moins, les autres prérogatives de sa fonction. Seul, il décidera de l'innocence et de la culpabilité, seul il disposera de la liberté des individus. Ce sont des prérogatives importantes, et le juge devra répondre à toutes les questions qui se posent d'abord en présence de l'accomplissement d'un acte délictueux : L'acte est-il prouvé ? Présente-t-il les caractères d'un acte délictueux conformément à telle ou telle définition du Code ? Le prévenu en est-il l'auteur véritable ? En est-il l'auteur responsable ? Tant d'incertitudes à détruire. De leur disparition dépendra l'avenir de l'individu.

Alors le délinquant est soumis à l'omnipotence de l'Administration pénitentiaire dont la surveillance souveraine s'exercera sur lui. Car l'Administration pénitentiaire, d'exécutrice à peu près passive des décisions judiciaires, devient l'importante autorité qui décide de l'amendement du coupable et, par suite, de son maintien en prison ou de sa libération. Le monde pénitentiaire est ainsi renversé.

Ce n'était pas trop dire que d'affirmer que l'établissement de l'indétermination des peines produirait un complet bouleversement dans le système pénal.

Par conséquent, les mérites de la réforme projetée par les sociologues et les criminalistes amis des nouveautés seraient-ils immenses, infinis, il n'en serait pas moins funeste de jeter, par une innovation téméraire, le trouble dans l'opinion publique dont l'acquiescement tacite est la meilleure garantie de la bienfaisance du système pénal actuel. Ce système a été éprouvé ; il est susceptible, sans doute, d'être perfectionné au fur et à mesure des progrès de la civilisation, mais pour le perfectionner, c'est un moyen étrange que de commencer par le détruire.

C'est pourquoi — ou bien l'indétermination des sentences

n'est que le terme extrême où aboutira l'évolution de notre système pénal avec, pour intermédiaire, la libération conditionnelle et, dans ce cas, nous n'hésitons pas à dire que l'heure n'est pas venue encore de réaliser cette transformation dernière qui, étant prématurée, serait dangereuse, — ou bien l'indétermination des sentences est une innovation intégrale que rien n'annonce ni ne prépare dans le passé et dans le présent, et, dans ce cas, l'intérêt social exige que l'on réprouve les témérités des novateurs et que l'on répudie leurs propositions trop vastes et trop vagues.

SIXIÈME PARTIE

CONCLUSION

LE SYSTÈME DE L'INDÉTERMINATION DES PEINES NE DOIT PAS ÊTRE ADMIS EN FRANCE

Vraiment, il n'est pas nécessaire de s'étendre, pour conclure ce travail, en des considérations prolongées. La conclusion découle elle-même, croyons-nous, de l'exposé parallèle que nous avons établi.

Tandis que la libération conditionnelle offre les caractères d'une institution par laquelle est accompli un progrès normal dans les législations pénitentiaires, le système des sentences indéterminées rompt brusquement avec toutes les traditions pénales.

Et si l'on nous refuse le droit de condamner par avance le système des sentences indéterminées pour cette raison qu'il n'a point encore été expérimenté chez nous, et qu'on ne pourrait, par suite, le rejeter que sur des apparences, du moins il y a lieu de manifester à son égard, sinon de la défiance, au moins une prudence extrême.

Du moins, le système de l'indétermination absolue est condamnable dès maintenant, et sans qu'il soit besoin d'attendre des applications qui, jusqu'ici, n'ont été tentées nulle part.

Et si l'on considère que l'indétermination relative a été expérimentée dans des établissements spéciaux et restreints, on pourra croire que ce système est susceptible de produire de favorables résultats s'il est toujours appliqué d'une façon restreinte. Seules ces applications restreintes peuvent, en effet, présenter toutes les garanties de précision nécessaire.

Il serait donc peu sage d'introduire tout à coup, dans le système pénitentiaire d'un grand Etat, une innovation mieux faite pour les petits groupements sociaux.

Cela serait d'autant moins sage que cette introduction bouleverserait en même temps toutes les conceptions éprouvées sur lesquelles repose, en France, l'organisation entière de la justice. Chacun serait déconcerté, désemparé et les choses iraient à l'aventure.

Aussi bien, l'examen auquel nous nous sommes livré des institutions pénales que les théoriciens criminalistes opposent l'une à l'autre, nous induisent à nous rattacher plus solidement à la libération conditionnelle. Seule elle respecte les traditions et réalise des progrès réfléchis. Qu'elle soit mieux organisée, plus complètement appliquée et l'on pourra dire que rien n'est négligé parmi nous pour produire l'amendement des coupables, c'est-à-dire pour atteindre le but que la justice répressive doit viser.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	v
BIBLIOGRAPHIE	vii
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Définition.</i>	i
DEUXIÈME PARTIE. — <i>Exposé de la loi du 14 août 1885.</i> .	5
CHAPITRE PREMIER. — Texte de la loi du 14 août 1885. . .	5
CHAPITRE II. — Exposé de la loi du 14 août 1885. . . .	8
<i>Section I.</i> — En quoi consiste la libération conditionnelle.	8
<i>Section II.</i> — Époque à laquelle la libération conditionnelle peut être accordée	9
<i>Section III.</i> — Caractère révocable de la libération conditionnelle.	11
<i>Section IV.</i> — Autorité compétente pour prendre et révoquer les arrêtés de libération conditionnelle.	12
<i>Section V.</i> — Le Patronage.	16
<i>Section VI.</i> — Résultats obtenus par les Sociétés de patronage	22
TROISIÈME PARTIE. — <i>Historique de la libération conditionnelle. France, Angleterre, Irlande et autres nations européennes</i>	25
CHAPITRE PREMIER. — La libération conditionnelle en France	27
CHAPITRE II. — La libération conditionnelle en Angleterre,	34
CHAPITRE III. — La libération conditionnelle en Irlande.	41
CHAPITRE IV. — La libération conditionnelle dans les autres États de l'Europe	47

QUATRIÈME PARTIE. — <i>Justification de la libération conditionnelle.</i>	53
CHAPITRE PREMIER. — Justification philosophique.	55
CHAPITRE II. — Justification juridique.	58
CHAPITRE III. — Justification au point de vue logique et au point de vue pratique	60
CHAPITRE IV. — Conclusion : la libération conditionnelle est le meilleur complément du système pénal français.	66
CINQUIÈME PARTIE. — <i>Le système des sentences indéterminées</i>	75
CHAPITRE PREMIER. — Peut-on définir la sentence indéterminée ?	76
CHAPITRE II. — Origine historique du système de l'indétermination des peines. L'établissement pénitentiaire d'Elmira (État de New-York).	79
CHAPITRE III. — Nature, caractère, effets des sentences indéterminées. Comparaison avec notre système pénal actuel.	86
SIXIÈME PARTIE. — <i>Conclusion.</i> Le système de l'indétermination des peines ne doit pas être admis en France	109

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
GARRAUD

Vu :

LE DOYEN,
E. CAILLEMER

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,
G. COMPAYRÉ

